

2021



JACQUET
METALS

Rapport d'activité

31 décembre 2021



Un leader de la distribution d'aciers spéciaux

Sommaire

pages

04	Communiqué du 9 mars 2022 - Résultats annuels 2021
09	Le Groupe
10	1 Un acteur majeur de la distribution d'aciers spéciaux
11	2 Historique du Groupe
12	3 Gouvernance
23	4 Activité du Groupe
29	5 Déclaration de Performance Extra-Financière
36	6 Autres informations
47	7 Organigramme
48	8 Bourse et actionnariat
49	9 Calendrier de communication financière
50	Rapport d'activité - 31 décembre 2021
51	1 Activité et résultats du Groupe
54	2 Activité et résultats par division
58	3 Situation financière consolidée



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Résultats annuels 2021

09.03.2022 - 18H00

Chiffre d'affaires : 1 970 m€ (+44 % vs 2020)
EBITDA courant : 201 m€ (10,2 % du chiffre d'affaires)
Résultat net part du Groupe : 121 m€

Des performances solides

En 2021, le Groupe a bénéficié d'un environnement favorable caractérisé par une **demande bien orientée** et par la **hausse des prix des matières premières**.

Par rapport à 2020, les volumes distribués sont supérieurs de +21 % (+6 % par rapport à 2019) et les prix moyens de vente de +24 %.

Le **chiffre d'affaires** progresse de +44 % à 1 970 millions d'euros (+62 % au 4^e trimestre à 527 millions d'euros) et la **marge brute** de +60 % à 526 millions d'euros représentant 26,7 % du chiffre d'affaires contre 24 % un an plus tôt.

L'**EBITDA** courant s'établit à 201 millions d'euros, représentant 10,2 % du chiffre d'affaires (10,5 % au 4^e trimestre à 55 millions d'euros) contre 4,6 % en 2020.

Le **Résultat Net Part du Groupe** s'établit quant à lui à 121 millions d'euros (dont 38 millions d'euros au 4^e trimestre), contre 11 millions d'euros en 2020.

Le **Besoin en Fonds de Roulement** opérationnel a augmenté, représentant 26 % du chiffre d'affaires fin 2021 contre 24 % un an plus tôt. Pendant la période, le Groupe a généré 8 millions d'euros de **cash flows d'exploitation** et renforcé sa structure financière avec des **capitaux propres** de 495 millions d'euros. Le ratio d'endettement net sur capitaux propres (gearing) est de 35 % fin 2021.

Le **développement** du Groupe sur ses principaux marchés s'est poursuivi, avec une politique d'investissement soutenue (32 millions d'euros en 2021) et le lancement de 3 nouveaux centres de distribution, en Hongrie, France et Italie. De nouveaux sites sont en cours de déploiement, notamment en Amérique du Nord.

En 2022, le Groupe poursuivra sa politique d'investissement et de développement. Les conditions de marché du début d'année s'inscrivent dans la continuité de celles rencontrées fin 2021.

L'exposition du Groupe aux marchés russe, biélorusse et ukrainien est faible, tant pour les approvisionnements que pour les ventes. Il est trop tôt pour estimer les autres conséquences de ce conflit sur l'activité du Groupe.



Le Conseil d'administration du 9 mars 2022 présidé par Éric Jacquet a arrêté les comptes consolidés établis au 31 décembre 2021 qui ont fait l'objet d'un audit des Commissaires aux comptes. Le rapport relatif à la certification est en cours d'émission.

m€	T4 2021	T4 2020	2021	2020
Chiffre d'affaires	527	326	1 970	1 365
Marge brute	137	94	526	328
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>26,0 %</i>	<i>28,8 %</i>	<i>26,7 %</i>	<i>24,0 %</i>
EBITDA courant¹	55	30	201	62
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>10,5 %</i>	<i>9,2 %</i>	<i>10,2 %</i>	<i>4,6 %</i>
Résultat Opérationnel Courant¹	58	27	175	24
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>10,9 %</i>	<i>8,4 %</i>	<i>8,9 %</i>	<i>1,8 %</i>
Résultat opérationnel	48	35	163	28
Résultat net part du Groupe	38	30	121	11

¹ Ajusté des éléments non-récurrents.

Résultats 2021

Le **chiffre d'affaires consolidé** s'établit à 1 970 millions d'euros, supérieur de +44,3 % à celui de 2020 (T4 +61,7 %) avec les effets suivants :

- volumes distribués : +20,6 % (+14,4 % au T4) ;
- prix : +23,7 %. Les prix de vente ont graduellement augmenté en 2021, de +47,3 % entre le début et la fin de l'année 2021 (+7,1 % au cours du 4^e trimestre 2021).

La **marge brute** s'élève à 526 millions d'euros et représente 26,7 % du chiffre d'affaires contre 328 millions d'euros en 2020 (24 % du chiffre d'affaires).

Dans ce contexte de croissance, les **charges opérationnelles courantes*** ont été maîtrisées et représentent 16,5 % du chiffre d'affaires 2021 contre 19,5 % en 2020. Après prise en compte de 5 millions d'euros d'économies (résultant des mesures prises en 2020), les charges s'élèvent à 325 millions d'euros, contre 266 millions d'euros en 2020. Leur évolution (+22 %) résulte essentiellement de l'augmentation des charges variables, en lien avec la croissance des volumes distribués et de la rentabilité.

* hors amortissements (36) m€ et provisions (2) m€

L'**EBITDA** courant s'établit ainsi à 201 millions d'euros et représente 10,2 % du chiffre d'affaires contre 62 millions d'euros en 2020 (4,6 % du chiffre d'affaires).

Le **Résultat Opérationnel Courant** s'élève quant à lui à 175 millions d'euros (8,9 % du chiffre d'affaires).

Dans ces conditions, le **Résultat Net Part du Groupe** s'établit à 121 millions d'euros.



Structure financière au 31 décembre 2021

En 2021, le Groupe a généré un **flux de trésorerie d'exploitation** positif de 8 millions d'euros.

Le **Besoin en Fonds de Roulement** opérationnel augmente à 520 millions (26,4 % du chiffre d'affaires) contre 332 millions d'euros fin 2020 (24,3 % du chiffre d'affaires), en raison de la hausse des stocks (588 millions d'euros contre 368 millions d'euros fin 2020). Cette hausse se poursuivra dans les prochains mois.

Après prise en compte des **investissements** (32 millions d'euros) et du **dividende 2020** (9 millions d'euros), l'endettement net s'élève à 171 millions d'euros contre 106 millions d'euros fin 2020. Le ratio d'endettement net sur capitaux propres (gearing) s'établit à 35 % contre 28 % fin 2020.

La **trésorerie** s'élève à 246 millions d'euros et les lignes de crédit à 704 millions d'euros (287 millions d'euros non utilisés).

Résultats 2021 par division

m€	JACQUET Tôles quarto inox		STAPPERT Produits longs inox		IMS group Aciers pour la mécanique	
	T4 2021	2021	T4 2021	2021	T4 2021	2021
Chiffre d'affaires	119	429	152	611	261	945
Variation 2021 vs 2020	68,5 %	40,8 %	55,8 %	43,2 %	62,2 %	46,6 %
Effet prix	48,1 %	21,8 %	45,4 %	23,3 %	47,8 %	24,8 %
Effet volume	20,4 %	19,0 %	10,4 %	19,9 %	14,4 %	21,8 %
EBITDA courant^{1,2}	23,4	66,2	9,4	41,5	15,9	67,6
en % du chiffre d'affaires	19,7 %	15,4 %	6,2 %	6,8 %	6,1 %	7,2 %
Résultat Opérationnel Courant²	22,2	59,4	9,1	40,3	23,6	68,3
en % du chiffre d'affaires	18,7 %	13,8 %	6,0 %	6,6 %	9,0 %	7,2 %

¹ Hors impacts IFRS 16. Au 31 décembre 2021, les activités hors divisions (essentiellement holdings et foncières) et l'application de la norme IFRS 16 - Contrats de location contribuent à l'EBITDA courant pour respectivement 8,3 millions d'euros et 17 millions d'euros.

² Ajusté des éléments non-récurrents.

JACQUET

La division est spécialisée dans la distribution de **tôles quarto en aciers inoxydables**. Elle réalise **68 % de son activité en Europe et 25 % en Amérique du Nord**.

En 2021, la division a poursuivi son développement organique notamment avec le lancement de 2 nouveaux sites, en Italie et Hongrie. La division a également investi en Amérique du Nord afin d'augmenter ses capacités de distribution : ces investissements seront opérationnels à partir de 2023.

Le chiffre d'affaires s'établit à 429 millions d'euros contre 305 millions d'euros en 2020 soit une évolution de +40,8 % (T4 +68,5 %) :

- volumes : +19,0 % (T4 +20,4 %). Les volumes distribués en 2021 sont supérieurs de +11,2 % à ceux de 2019 ;
- prix : +21,8 % (T4 +48,1 % vs T4.20 et +8,1 % vs T3.21).

La marge brute s'élève à 155 millions d'euros et représente 36,2 % du chiffre d'affaires contre 89 millions d'euros en 2020 (29,1 % du chiffre d'affaires).

L'EBITDA courant s'élève à 66 millions d'euros représentant 15,4 % du chiffre d'affaires contre 13 millions d'euros en 2020 (4,4 % du chiffre d'affaires).



STAPPERT

La division est spécialisée dans la distribution de **produits longs inoxydables** principalement en Europe. Elle réalise **41 % de ses ventes en Allemagne, 1^{er} marché européen.**

En 2021, la division a renforcé son positionnement sur ses marchés et amélioré sa performance opérationnelle dans l'Ouest de l'Europe. La division entend poursuivre ses investissements, notamment en Allemagne, Pologne et Angleterre.

Le chiffre d'affaires s'établit à 611 millions d'euros contre 427 millions d'euros en 2020 soit une évolution de +43,2 % (T4 +55,8 %) :

- volumes : +19,9 % (T4 +10,4 %). Les volumes distribués en 2021 sont supérieurs de +13,3 % à ceux de 2019 ;
- prix : +23,3 % (T4 +45,4 % vs T4.20 et +6,5 % vs T3.21).

La marge brute s'élève à 129 millions d'euros et représente 21 % du chiffre d'affaires contre 88 millions d'euros en 2020 (20,7 % du chiffre d'affaires).

L'EBITDA courant s'élève à 42 millions d'euros représentant 6,8 % du chiffre d'affaires contre 17 millions d'euros en 2020 (4 % du chiffre d'affaires).

IMS group

La division est spécialisée dans la distribution d'**aciers pour la mécanique** le plus souvent sous forme de produits longs. Elle réalise **47 % de ses ventes en Allemagne, 1^{er} marché européen.**

En 2021, la division a bénéficié des conditions de marché favorables et des mesures initiées en 2020 visant à réduire les coûts et redynamiser son activité, particulièrement en Allemagne. La division, qui a ouvert en 2021 un nouveau centre de distribution en France, poursuivra ses investissements notamment en Allemagne, Italie, France et Pologne.

Le chiffre d'affaires s'établit à 945 millions d'euros contre 645 millions d'euros en 2020 soit une évolution de +46,6 % (T4 +62,2 %) :

- volumes : +21,8 % (T4 +14,4 %). Les volumes distribués en 2021 sont équivalents à ceux de 2019 ;
- prix : +24,8 % (T4 +47,8 % vs T4.20 et +6,9 % vs T3.21).

La marge brute s'élève à 242 millions d'euros et représente 25,6 % du chiffre d'affaires contre 151 millions d'euros en 2020 (23,4 % du chiffre d'affaires).

L'EBITDA courant s'élève à 68 millions d'euros représentant 7,2 % du chiffre d'affaires contre 8 millions d'euros en 2020 (1,2 % du chiffre d'affaires).



Informations financières clés

Résultats

m€	T4 2021	T4 2020	2021	2020
Chiffre d'affaires	527	326	1 970	1 365
Marge brute	137	94	526	328
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>26,0 %</i>	<i>28,8 %</i>	<i>26,7 %</i>	<i>24,0 %</i>
EBITDA courant¹	55	30	201	62
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>10,5 %</i>	<i>9,2 %</i>	<i>10,2 %</i>	<i>4,6 %</i>
Résultat Opérationnel Courant¹	58	27	175	24
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>10,9 %</i>	<i>8,4 %</i>	<i>8,9 %</i>	<i>1,8 %</i>
Résultat opérationnel	48	35	163	28
Résultat financier	(3)	(2)	(12)	(11)
Impôts sur les résultats	(5)	(2)	(23)	(4)
Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle	(2)	(1)	(7)	(2)
Résultat net part du Groupe	38	30	121	11

¹ Ajusté des éléments non-récurrents.

Flux de trésorerie

m€	2021	2020
Capacité d'autofinancement	183	52
Variation du BFR	(175)	88
Flux de trésorerie d'exploitation	8	140
Investissements	(32)	(27)
Cession d'actifs	2	1
Dividendes versés aux actionnaires de JACQUET METALS SA	(9)	(5)
Intérêts versés	(12)	(13)
Autres mouvements	(22)	(27)
Variation de l'endettement net	(65)	69
Endettement net à l'ouverture	106	175
Endettement net à la clôture	171	106

Bilans

m€	31.12.21	31.12.20
Écarts d'acquisition	66	66
Actif immobilisé net	168	154
Droits d'utilisation	63	70
Stocks nets	588	368
Clients nets	209	135
Autres actifs	121	91
Trésorerie	246	333
Total Actif	1 460	1 217
Capitaux propres	495	373
Provisions (y.c provisions pour engagements sociaux)	101	96
Fournisseurs	277	171
Dettes financières	417	439
Autres passifs	104	64
Obligations locatives	67	73
Total Passif	1 460	1 217

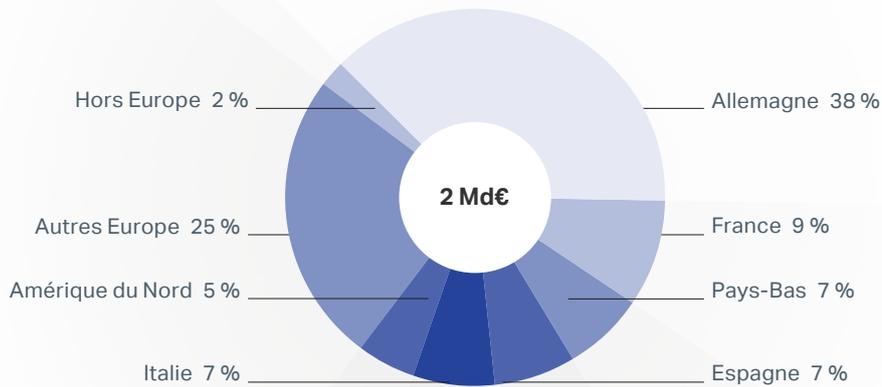
Le Groupe



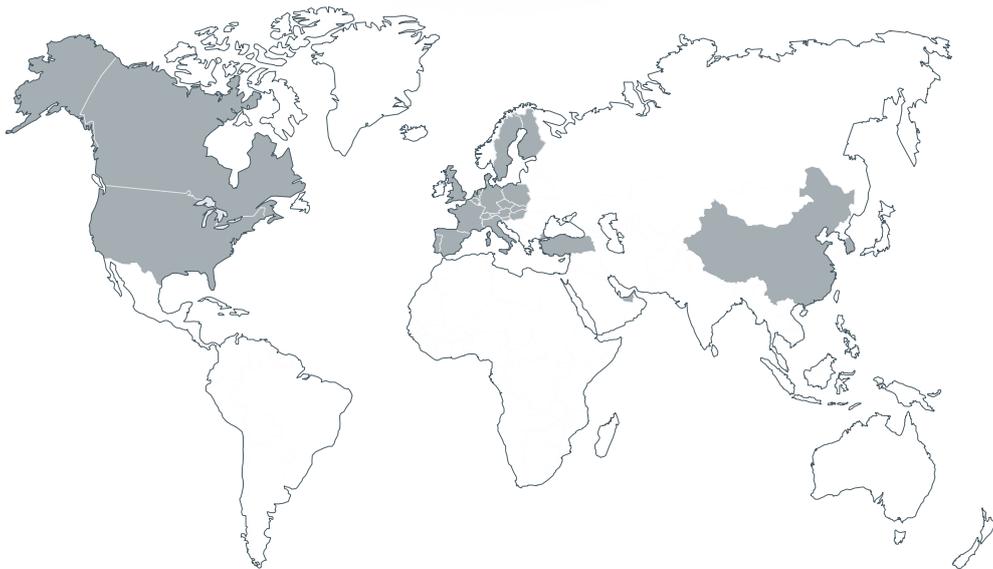
1 Un acteur majeur de la distribution d'aciers spéciaux

JACQUET METALS est un leader européen de la distribution d'aciers spéciaux, également présent en Asie et Amérique du Nord.

Chiffre d'affaires et répartition



Un acteur global



105 centres de distribution répartis dans 24 pays • Effectif : 2 951

Historique du Groupe

JACQUET METALS

- 1962 Création des Établissements JACQUET spécialisés dans le découpage à façon des métaux, par Michel Jacquet à Lyon.
- 1993 Éric Jacquet devient actionnaire majoritaire (51 %) de JACQUET SA, société-mère du Groupe.
- 1994 Création par Éric Jacquet de JACQUET Industries qui contrôle 100 % du Groupe.
- 1997 Le 23 octobre, entrée de JACQUET Industries au Second Marché de la Bourse de Paris.
- 1991-2006 Développement du Groupe en Europe (Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni, Italie, Finlande).
- 2006 JACQUET Industries devient JACQUET METALS.
- 2006-2010 Premières implantations de JACQUET en Asie (à Shanghai en Chine) et aux États-Unis (à Philadelphie, Houston, Chicago et Los Angeles).
- 2008-2009 Éric Jacquet et JACQUET METALS acquièrent 33,19 % du capital d'IMS.

IMS

- 1977 Fondation de la société " International Metal Service " regroupant les " sociétés de commerce " du sidérurgiste Creusot-Loire.
- 1983 Usinor devient actionnaire d'IMS à 100 %.
- 1987 Le 11 juin, entrée d'IMS au second marché de la Bourse de Paris.
- 1996-2002 Développement du groupe IMS en Europe (Pologne, Italie, Espagne, France).
- 2004 Arcelor sort du capital et le fonds Chequers Capital prend le contrôle d'IMS.
- 2005 Acquisitions en Europe centrale (Hongrie, République tchèque, Slovaquie).
- 2006 Acquisition d'Hoselmann (Allemagne) ; Chequers Capital sort du capital : placement des titres IMS sur le marché.
- 2007 Acquisition du groupe Cotubel.
- 2008 Cession de la filiale Astralloy aux États-Unis.

2010 Dépôt d'un projet d'OPE initié par JACQUET METALS sur les actions de la société IMS (regroupant les activités IMS group, STAPPERT et Abraservice).

Fusion-absorption de JACQUET METALS par IMS.
IMS devient Jacquet Metal Service.

2011-2012 Cession des activités aluminium et métaux non ferreux d'IMS France, des sociétés Euralliage (France), Produr (France), Venturi (Italie) et Brescia Acciai (Italie).

2013 Acquisition de la société Finkenholl (Allemagne) par la division IMS group.

2014 Acquisition du groupe Rolark (Canada) par la division JACQUET.

2015-2017 Acquisition et intégration de Schmolz+Bickenbach Distribution (Allemagne, Pays-Bas, Belgique, Autriche) par la division IMS group.

2018 Cessions des sociétés IMS TecPro (Allemagne) et Calibracrier (France).

2019 Cession du groupe Abraservice spécialisé dans la distribution d'aciers résistants à l'abrasion (10 centres de distribution localisés dans 11 pays).

2020 Jacquet Metal Service devient JACQUET METALS.

3 Gouvernance

3.1 Principes généraux

JACQUET METALS SA (la " Société ") a adopté le régime d'administration et de gestion à Conseil d'administration et se réfère principalement au Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées AFEP-MEDEF (le " Code de Référence ").

La Société applique l'ensemble des recommandations du Code de Référence, à l'exception du renouvellement échelonné des mandats des administrateurs (recommandation n°14) compte tenu de la courte durée du mandat d'administrateur au sein de la Société (deux années).

Dans ce cadre, le Conseil d'administration a constitué en son sein :

- un Comité des nominations et des rémunérations ; et
- un Comité d'audit et des risques.

Le Conseil d'administration est attentif à l'équilibre de sa composition et de celle de ses Comités. Il veille notamment à :

- maintenir une diversité d'expériences, d'horizons et de pyramide des âges ;
- compter au moins un tiers de membres indépendants conformément aux dispositions du Code de Référence ;
- compter au minimum 40 % d'administrateurs de chaque sexe conformément aux prescriptions de l'article L. 225-18-1 du Code de commerce.

Au 31 décembre 2021, le Conseil d'administration est ainsi composé de 10 membres dont :

- 8 sont réputés indépendants ;
- 6 sont des hommes et 4 sont des femmes ;
- 1 est de nationalité allemande.

	Âge	Sexe	Nationalité	Indépendance	Comité des nominations et des rémunérations	Comité d'audit et des risques
Éric Jacquet Président du Conseil d'administration	63 ans	H	Française	-	-	-
Jean Jacquet Vice-président du Conseil d'administration	89 ans	H	Française	✓	-	-
Gwendoline Arnaud Administrateur	49 ans	F	Française	✓	Membre	-
Séverine Besson Administrateur	47 ans	F	Française	✓	-	-
Jacques Leconte Administrateur	77 ans	H	Française	✓	-	Membre
Henri-Jacques Nougéin Administrateur	74 ans	H	Française	✓	Président	-
Dominique Takizawa Administrateur	65 ans	F	Française	✓	-	Présidente
Pierre Varnier Administrateur	73 ans	H	Française	✓	-	Membre
Alice Wengorz Administrateur	55 ans	F	Allemande	✓	Membre	-
JSA représentée par Ernest Jacquet Administrateur	24 ans	H	Française	-	-	Membre

Sur proposition du Comité des nominations et des rémunérations, le Conseil d'administration se prononce sur l'ensemble des rémunérations et avantages des dirigeants mandataires sociaux. Dans ce cadre, la Société communique les critères de rémunération variable de ses dirigeants mandataires sociaux, qui se divisent en deux parties :

- Une partie basée sur la rentabilité du Groupe, le calcul étant fonction du niveau du Résultat Net Part du Groupe par rapport au chiffre d'affaires consolidé. Il n'y a pas d'objectifs fixés.

Conformément aux recommandations du Code de Référence, le montant maximum de la part de la rémunération annuelle variable brute basée sur des critères quantitatifs est plafonné (150 % de la rémunération annuelle fixe pour le Directeur général et 250 000 euros brut pour le Directeur général délégué).

- Une partie basée sur des critères qualitatifs, laissée à l'appréciation du Comité des nominations et rémunérations qui soumet le niveau de rémunération annuelle des dirigeants à l'approbation du Conseil d'administration et peut proposer le cas échéant le versement d'une rémunération exceptionnelle.

3.2 Le Conseil d'administration

3.2.1 Composition du Conseil d'administration

L'Assemblée générale du 26 juin 2020 a nommé, en qualité d'administrateurs pour une durée de deux années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021 :

Éric Jacquet • de nationalité française, 63 ans, Président du Conseil d'administration et Directeur général de JACQUET METALS SA depuis le 20 juillet 2010. Auparavant Président du Conseil d'administration et Directeur général de JACQUET METALS SA (anciennement JACQUET Industries SA) depuis sa création en 1994. Éric Jacquet a effectué toute sa carrière au sein du Groupe JACQUET METALS où il a notamment exercé des fonctions de responsable commercial (1980-1985) et de chargé du marketing et du développement à l'exportation (1986-1993). Par ailleurs, Éric Jacquet est membre de l'association des juges et anciens juges du Tribunal de commerce de Lyon.
Première date de nomination au Conseil d'administration : 30 juin 2010

Jean Jacquet • (réputé indépendant), de nationalité française, 89 ans, a exercé les mandats de Président de Faïence et Cristal de France jusqu'en 2012, de Président-Directeur général de Somergie (Société d'Économie Mixte Locale de gestion des déchets de l'Agglomération Messine) jusqu'en 2011, et de Président-Directeur Général des TCRM (Transports en commun de la région Messine) jusqu'en 2010. Jean Jacquet a effectué la première partie de sa carrière au sein du groupe Renault jusqu'en 1984. Il a ensuite été Président-Directeur Général d'Unimetal / Ascometal entre 1984 et 1988, et Président de l'Union des négociants en aciers spéciaux (Unas) entre 1988 et 1999. Il a également été Président du Conseil de surveillance de Winwise, Administrateur de l'École Nationale d'Ingénieurs de Metz, Président de la Mission Interministérielle de Développement du Pôle européen de Longwy, Président du Conseil d'administration de l'Usine d'électricité de Metz, Vice-président délégué de l'Association Nationale des Régies d'Électricité et Vice-président du District de l'Agglomération Messine (devenue la Communauté d'Agglomération de Metz Métropole). Il est rappelé que Jean Jacquet n'a pas de lien de parenté avec Éric Jacquet. Jean Jacquet est licencié en droit et diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris.
Première date de nomination au Conseil d'administration : 30 juin 2010

Gwendoline Arnaud • (réputée indépendante), de nationalité française, 49 ans, exerce la profession d'avocat depuis 1998. Elle a fondé en 2003 son cabinet spécialisé en droit des affaires et en droit de la famille. Gwendoline Arnaud est titulaire d'une maîtrise de droit privé et du CAPA (certificat d'aptitude à la profession d'avocat).
Première date de nomination au Conseil d'administration : 26 juin 2014

Séverine Besson • (réputée indépendante), de nationalité française, 47 ans, est fondatrice et présidente de la SAS ACT4 TALENTS, spécialisée dans l'accompagnement de la transformation sociale des entreprises. Elle a effectué l'essentiel de sa carrière dans le management en environnement industriel et international. Elle a occupé des postes de consultante marketing, Directrice développement international puis PDG d'une PME dans le secteur de la chimie. Séverine Besson est diplômée d'un Master 2 en Commerce et Marketing et d'un Executive MBA de l'emlyon et est doctorante en Management RH à l'Université Paris-Dauphine. Elle est en outre membre du Conseil d'administration de l'INSA Lyon et de Handicap International.

Première date de nomination au Conseil d'administration : 30 juin 2016

Jacques Leconte • (réputé indépendant), de nationalité française, 77 ans, a été Directeur du centre d'affaires du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes. Il a notamment été responsable des activités de financement des grandes entreprises, des coopératives et des investisseurs institutionnels pour des départements de la région Rhône Alpes au sein de l'Agence de Développement Régionale du Crédit Agricole. Il est également membre du Comité stratégique de la société Thermcross SA. Monsieur Jacques Leconte a effectué des études universitaires en géographie et à l'Institut d'Études Politiques de Lyon.

Première date de nomination au Conseil d'administration : 30 juin 2010

Henri-Jacques Nougéin • (réputé indépendant), de nationalité française, 74 ans, est arbitre, médiateur, liquidateur amiable et courtier d'assurances (spécialiste des risques d'entreprise et de responsabilité civile). Il est également Président honoraire du Tribunal de Commerce de Lyon, ancien Président du Centre Interprofessionnel de Médiation et d'Arbitrage et cogérant du Réseau Européen d'Arbitrage et de Médiation. Il est fondateur et coresponsable du Centre Franco-Argentin de Médiation et d'Arbitrage, du Centre Franco-Chinois de Médiation (en partenariat avec les Autorités du gouvernement de Shanghai) et du Centre Franco-Indien de Médiation et d'Arbitrage (en partenariat avec la Fédération Indienne des Chambres de Commerce et d'Industrie). Monsieur Henri-Jacques Nougéin est par ailleurs ancien chargé d'enseignement à l'Université LYON III (Droit judiciaire économique) et auteur d'études et ouvrages juridiques et techniques. Il est titulaire d'une licence en droit privé, diplômé de l'Institut d'Études Judiciaires de Lyon, diplômé des Études Supérieures de Droit privé, et docteur d'Etat en droit (1976).

Première date de nomination au Conseil d'administration : 30 juin 2010

Dominique Takizawa • (réputée indépendante), de nationalité française, 65 ans, anciennement Secrétaire Générale de l'Institut Mérieux (2001-2020). Elle a rejoint le groupe Mérieux en 2001 et a été notamment impliquée dans son développement stratégique, en particulier lors des opérations de fusion-acquisition, dans les relations avec les actionnaires et les investisseurs. Elle a par ailleurs accompagné l'introduction en bourse de la société bioMérieux. Auparavant, elle a occupé les fonctions de Directeur Financier auprès de différentes sociétés : Pasteur-Mérieux Connaught (aujourd'hui Sanofi Pasteur), Aventis Crop Sciences (aujourd'hui Bayer) et Rhône Mérieux / Merial. Dominique Takizawa est diplômée d'HEC-École de Management et titulaire du DECF (Diplôme d'Etudes Comptables et Financières).

Première date de nomination au Conseil d'administration : 26 juin 2020

Pierre Varnier • (réputé indépendant), de nationalité française, 73 ans, est diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris et titulaire d'un DESS en Sciences Économiques. Pierre Varnier est depuis 2007 Président de Varco International SAS, société spécialisée dans le management de transition. Dans ce cadre, il a notamment été Président Directeur Général de Thyssenkrupp Materials France SAS et CRO de Lucchini / Aferpi. Avant qu'il ne fonde Varco International SAS, Pierre Varnier a été successivement Directeur Général de KDI (société du groupe Kloeckner) (2003-2007), Président Directeur Général d'Arcelor Tubes (1999-2003), Directeur Général d'Ugine Europe Service (1997-1999), VP Stratégie / développement du groupe Ugine (1996-1997), Administrateur délégué d'Ugine Srl (Italie) de 1991 à 1996, Directeur Commercial d'Ugitech (1986-1991), Directeur du Plan / Contrôle de gestion d'Ugine Aciers (1981-1985).

Première date de nomination au Conseil d'administration : 26 juin 2020

Alice Wengorz • (réputée indépendante), de nationalité allemande, 55 ans, est conseillère en gestion d'entreprise au sein de son propre cabinet. Elle est spécialisée en stratégie, organisation et processus de l'entreprise et ressources humaines. Elle a précédemment exercé cette profession au sein du Cabinet Deloitte & Touche GmbH et du Cabinet Arthur Andersen & Co. GmbH. Alice Wengorz est par ailleurs Juge honoraire au Tribunal d'instance local de Francfort-sur-le-Main en charge des matières pénales. Elle est diplômée en sciences économiques.

Première date de nomination au Conseil d'administration : 30 juin 2016

JSA • société anonyme de droit belge contrôlée par Monsieur Éric Jacquet, dont le représentant est son fils Monsieur Ernest Jacquet. Ernest Jacquet, de nationalité française, 24 ans, occupe des fonctions commerciales au sein de la société JACQUET Lyon, spécialisée dans la distribution de tôles en aciers inoxydables. Il est diplômé d'un Master of Science in Global Innovation & Entrepreneurship à l'emlyon.

Première date de nomination au Conseil d'administration : 30 juin 2010

À la connaissance de la Société, aucun membre du Conseil d'administration n'a fait l'objet de sanction publique officielle, n'a été condamné pour fraude au cours des cinq dernières années, n'a été associé à une quelconque mise sous séquestre, n'a été incriminé par des autorités statutaires ou réglementaires, y compris des organismes professionnels désignés, ou n'a fait l'objet d'aucune mesure d'interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise au cours des cinq dernières années.

Il n'existe pas de conflit d'intérêts potentiel entre les intérêts privés des membres du Conseil d'administration et leurs devoirs à l'égard de la Société.

Il n'existe pas d'arrangement ou d'accord conclu avec les principaux actionnaires, ni avec des clients ou fournisseurs, en vertu desquels un membre du Conseil d'administration aurait été désigné en tant qu'administrateur de la Société.

Critères d'indépendance des administrateurs

Conformément aux dispositions de son Règlement Intérieur et du Code de Référence, le Conseil d'administration veille à compter en son sein au moins un tiers de membres indépendants.

L'indépendance des membres du Conseil d'administration se vérifie au regard des critères suivants :

- ne pas être ou ne pas avoir été au cours des cinq années précédentes :
 - salarié ou dirigeant mandataire social exécutif de la Société,
 - salarié, dirigeant mandataire social exécutif ou administrateur d'une société que la Société consolide,
 - salarié, dirigeant mandataire social exécutif ou administrateur de la société mère de la Société ou d'une société consolidée par cette société mère ;
- ne pas être dirigeant mandataire social exécutif d'une société dans laquelle la Société détient directement ou indirectement un mandat d'administrateur ou dans laquelle un salarié désigné en tant que tel ou un dirigeant mandataire social exécutif de la Société (actuel ou l'ayant été depuis moins de cinq ans) détient un mandat d'administrateur ;
- ne pas être client, fournisseur, banquier d'affaires, banquier de financement, conseil :
 - significatif de la Société ou du Groupe,
 - ou pour lequel la Société ou le Groupe représente une part significative de l'activité ;
- ne pas avoir de lien familial proche avec un mandataire social ;
- ne pas avoir été Commissaire aux comptes de la Société au cours des cinq années précédentes ;
- ne pas être administrateur de la Société depuis plus de douze ans. La perte de la qualité d'administrateur indépendant intervient à la date des douze ans ;
- ne pas percevoir, en tant que dirigeant mandataire social non-exécutif, une rémunération variable en numéraire ou des titres ou toute rémunération liée à la performance de la Société ou du Groupe ;
- ne pas participer au contrôle de la Société ou de sa société mère dans le cas où un administrateur représente un actionnaire important.

Le Conseil d'administration peut toutefois estimer qu'un membre, bien que remplissant les critères énoncés ci-dessus, ne doit pas être qualifié d'indépendant compte tenu de sa situation particulière. La qualification de membre indépendant est débattue chaque année par le Comité des nominations et des rémunérations et arrêtée au cas par cas chaque année par le Conseil d'administration au regard des critères énoncés ci-dessus avant la publication du rapport annuel.

Critères	Éric Jacquet	Jean Jacquet	Gwendoline Arnaud	Séverine Besson	Jacques Leconte	Henri-Jacques Nougéin	Dominique Takizawa	Pierre Varnier	Alice Wengorz	Ernest Jacquet représentant permanent JSA
1 Salarié / mandataire social au cours des 5 années précédentes	x	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
2 Mandats croisés	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
3 Relations d'affaires significatives	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
4 Lien familial	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	x
5 Commissaire aux comptes	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
6 Durée de mandat supérieure à 12 ans	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
7 Statut du dirigeant mandataire social non-exécutif bénéficiaire d'une rémunération variable	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
8 Statut de l'actionnaire important	x	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	x

Dans ce tableau, ✓ représente un critère d'indépendance satisfait et x représente un critère d'indépendance non satisfait.

Changements intervenus dans la composition du Conseil d'administration et des Comités au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021

Aucun changement n'est intervenu dans la composition du Conseil d'administration et des Comités au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

3.2.2 Fonctionnement du Conseil d'administration

Organisation du Conseil d'administration définie par un Règlement Intérieur

Le Conseil d'administration a adopté son Règlement Intérieur le 20 juillet 2010 et l'a mis à jour successivement le 22 janvier 2014, le 30 juin 2016, le 7 mars 2018, le 13 mars 2019 et le 9 mars 2021 (le "Règlement Intérieur") afin de tenir compte notamment des différentes révisions du Code de Référence. Le Règlement Intérieur regroupe et précise les règles d'organisation et de fonctionnement qui lui sont applicables, ainsi que les règles de fonctionnement des Comités permanents (Comité d'audit et des risques et Comité des nominations et rémunérations).

Le Règlement Intérieur rappelle :

- les compétences et les pouvoirs du Conseil d'administration ;
- les devoirs et obligations de ses membres au regard des principes de confidentialité des informations privilégiées détenues et des règles d'indépendance et de loyauté ;
- l'obligation pour chacun de ses membres d'informer le Conseil d'administration de tout conflit d'intérêts réel ou potentiel dans lequel il pourrait être impliqué directement ou indirectement ; l'administrateur doit, dans un tel cas, s'abstenir de participer aux débats et à la prise de décisions sur les sujets concernés ;
- les règles applicables en matière de transactions sur les titres de la Société telles qu'énoncées aux termes de l'article L. 621-18-2 du Code monétaire et financier et des articles 223-22 A à 223-26 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

Le Règlement Intérieur prévoit que le Conseil d'administration se réunisse au moins une fois par trimestre.

Le Règlement Intérieur prévoit enfin qu'au moins une fois par an, le Conseil d'administration est invité par son Président à procéder à un examen et à une évaluation du fonctionnement du Conseil d'administration.

Missions et fonctionnement du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité du Groupe et veille à leur mise en œuvre. Il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle, par ses délibérations, les affaires qui le concernent.

Dans ce cadre, le Conseil, notamment :

- délibère sur la stratégie du Groupe et sur les opérations qui en découlent et, plus généralement, sur toute opération significative portant notamment sur des investissements ou des désinvestissements importants ;
- désigne la direction générale de la Société et contrôle sa gestion ;
- veille à la qualité de l'information fournie aux actionnaires ainsi qu'au marché notamment à travers les comptes et le rapport annuel ou à l'occasion d'opérations significatives.

La conclusion des opérations suivantes doit faire l'objet d'une autorisation préalable du Conseil d'administration :

- toute acquisition ou cession de participations ou toute acquisition ou cession de fonds de commerce pour une valeur d'entreprise, pour chaque opération, supérieure à 5 millions d'euros ;
- toute opération significative se situant hors de la stratégie annoncée de la Société ;
- les avals, cautions et garanties, dans les conditions déterminées par les textes applicables.

Le Président du Conseil d'administration ou, le cas échéant, le Vice-président organise et dirige les travaux du Conseil d'administration dont il rend compte à l'Assemblée générale des actionnaires. Le Président veille au bon fonctionnement des organes de la Société et notamment des Comités du Conseil d'administration. Il s'assure que les membres du Conseil d'administration sont en mesure de remplir leur mission et que le Conseil d'administration consacre le temps nécessaire aux questions intéressant l'avenir du Groupe.

Le Président du Conseil d'administration est le seul à pouvoir s'exprimer au nom de cette instance.

Activité du Conseil d'administration

En 2021, le Conseil d'administration de la Société s'est réuni six fois. Chaque administrateur reçoit préalablement à la réunion, les convocations accompagnées de l'ordre du jour et des dossiers techniques soumis à examen.

Le Conseil d'administration a notamment :

- examiné le budget 2021 ;
- autorisé le Président à accorder des garanties pour le compte de la Société ;
- réparti les rémunérations dues aux administrateurs au titre de l'exercice 2020 ;
- procédé à l'évaluation annuelle de son fonctionnement ;
- examiné et arrêté les comptes consolidés et sociaux, selon le cas, annuels, trimestriels ou semestriels ainsi qu'examiné les documents de gestion prévisionnelle ;
- approuvé le rapport sur le gouvernement d'entreprise ;
- arrêté les rapports et résolutions proposés par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale convoquée le 25 juin 2021 ;
- mis en œuvre l'autorisation donnée par l'Assemblée générale à l'effet d'acheter ou de transférer des actions de la Société ;
- pris connaissance de l'ensemble des comptes-rendus des Comités permanents ;
- dans le cadre des points d'actualité sur la vie du Groupe, pris connaissance de l'état d'avancement des projets en cours, des événements et opérations présentant un caractère significatif pour la Société et le Groupe.

La durée des réunions du Conseil d'administration est généralement comprise entre une heure trente et deux heures et le taux de participation des membres a été de 100 %.

Les Commissaires aux comptes ont été convoqués à toutes les réunions du Conseil d'administration.

Évaluation des travaux du Conseil d'administration

Conformément aux recommandations du Code de Référence, le Conseil procède annuellement à l'évaluation de son fonctionnement, et réalise tous les trois ans un bilan plus approfondi.

Le Conseil consacre ainsi une fois par an un point de son ordre du jour à cette évaluation et organise un débat sur son fonctionnement afin d'en améliorer l'efficacité, de vérifier que les questions importantes sont convenablement préparées et débattues au sein du Conseil et de mesurer la contribution effective de chaque membre à ses travaux. La dernière évaluation triennale a été réalisée lors de la séance du 11 mars 2020. Il ressort de cette évaluation que la majorité des administrateurs considère que les règles de bonne gouvernance sont mises en œuvre par la Société. Le Conseil d'administration a conclu que la fréquence et la durée de ses réunions, ainsi que l'information dont il dispose préalablement, lui permettent de mener à bien sa mission.

Assiduité des administrateurs en 2021

	Assiduité au Conseil d'administration	Assiduité au Comité des nominations et des rémunérations	Assiduité au Comité d'audit et des risques
Éric Jacquet Président du Conseil d'administration	100 %	n.a.	n.a.
Jean Jacquet Vice-président du Conseil d'administration	100 %	n.a.	n.a.
Gwendoline Arnaud Administrateur, Membre du Comité des nominations et des rémunérations	100 %	100 %	n.a.
Séverine Besson Administrateur	100 %	n.a.	n.a.
Jacques Leconte Administrateur, Membre du Comité d'audit et des risques	100 %	n.a.	100 %
Henri-Jacques Nougéin Administrateur, Président du Comité des nominations et des rémunérations	100 %	100 %	n.a.
Dominique Takizawa Administrateur, Présidente du Comité d'audit et des risques	100 %	n.a.	100 %
Pierre Varnier Administrateur, Membre du Comité d'audit et des risques	100 %	n.a.	100 %
Alice Wengorz Administrateur, Membre du Comité des nominations et des rémunérations	100 %	100 %	n.a.
JSA Administrateur, Membre du Comité d'audit et des risques	100 %	n.a.	100 %

n.a. : Non applicable.

3.3 Les Comités du Conseil d'administration

Chaque Comité permanent est composé de quatre membres au plus.

3.3.1 Comité des nominations et des rémunérations

Composition du Comité des nominations et des rémunérations

Le Comité des nominations et des rémunérations est composé de trois membres, nommés pour la durée de leur mandat d'administrateur soit jusqu'à l'Assemblée générale de la Société devant statuer sur les comptes clos le 31 décembre 2021, à savoir :

- Henri-Jacques Nougéin (Président), réputé indépendant ;
- Alice Wengorz, réputée indépendante ;
- Gwendoline Arnaud, réputée indépendante.

Missions du Comité des nominations et des rémunérations

Le Comité des nominations et des rémunérations a pour missions, conformément au Règlement Intérieur :

- de faire au Conseil d'administration toutes propositions concernant l'ensemble des rémunérations et avantages des dirigeants mandataires sociaux ; Il émet également une recommandation sur l'enveloppe et les modalités de répartition des rémunérations allouées aux administrateurs ;
- d'organiser la procédure de sélection des futurs administrateurs indépendants et proposer au Conseil d'administration le recrutement de nouveaux administrateurs ou du(des) Directeur(s) général(aux) et plus particulièrement, la fixation et l'évolution, dans toutes leurs composantes, de leurs rémunérations ;
- d'établir un plan de succession des dirigeants mandataires sociaux afin de pouvoir proposer des solutions notamment en cas de vacance imprévisible ;
- de participer, pour les sujets et les thèmes qui le concernent, à l'élaboration du rapport annuel ;
- le cas échéant de faire au Conseil d'administration toutes recommandations sur la politique de rémunération des principaux dirigeants non mandataires sociaux ;
- la prise en charge de toute autre mission attribuée au Comité des nominations et des rémunérations par le Code de Référence.

Le Comité des nominations et des rémunérations se fait communiquer à cet effet tous les éléments nécessaires ou utiles suffisamment en amont de la réunion dudit Comité pour que ses membres puissent en prendre connaissance dans un délai raisonnable avant cette réunion, et entend toute personne dont l'audition est nécessaire ou utile à l'accomplissement de sa mission.

Activité du Comité des nominations et des rémunérations

Au cours de l'exercice 2021, le Comité des nominations et des rémunérations s'est réuni deux fois avec un taux de présence de ses membres de 100 %.

Ses travaux ont principalement porté sur l'examen :

- de la politique salariale appliquée aux cadres dirigeants des sociétés du Groupe, et des rémunérations des dirigeants mandataires sociaux au regard de la taille du Groupe et des recommandations du Code de Référence ;
- d'un plan de succession des dirigeants mandataires sociaux ;
- de la composition du Conseil d'administration, des Comités et de l'indépendance des administrateurs ;
- de l'information des actionnaires sur les rémunérations perçues par les mandataires sociaux ;
- de l'enveloppe des rémunérations allouée aux administrateurs.

Évaluation des travaux du Comité des nominations et des rémunérations

En 2021 le Comité a procédé à l'évaluation de son mode de fonctionnement. Cette évaluation est réalisée sur la base d'un questionnaire adressé à chaque membre, portant sur les sujets suivants : composition du Comité, périodicité et durée des réunions, qualité des débats, travaux du Comité, information des membres du Comité, rémunération des membres du Comité, accès aux dirigeants du Groupe.

Le Comité des nominations et des rémunérations a conclu que la fréquence de ses réunions, variable selon les exercices en fonction du nombre de sujets à traiter, et leur durée ainsi que l'information dont dispose préalablement chaque membre du Comité, lui permettent de mener correctement sa mission.

Comité d'audit et des risques

Composition du Comité d'audit et des risques

Le Comité d'audit et des risques est composé de quatre membres, nommés pour la durée de leur mandat d'Administrateur soit jusqu'à l'Assemblée générale de la Société devant statuer sur les comptes clos le 31 décembre 2021, à savoir :

- Dominique Takizawa (Présidente), réputée indépendante ;
- Jacques Leconte, réputé indépendant ;
- Pierre Varnier, réputé indépendant ;
- la société JSA représentée par Ernest Jacquet.

Missions du Comité d'audit et des risques

Le Comité d'audit et des risques a pour missions, conformément au Règlement Intérieur :

- de s'assurer de la pertinence des méthodes comptables adoptées pour l'établissement des comptes sociaux et des comptes consolidés ;
- d'examiner les éventuelles difficultés rencontrées dans l'application des méthodes comptables ;
- d'examiner, avant leur présentation au Conseil d'administration, les comptes sociaux et consolidés ainsi que les budgets et prévisions et à cet effet de passer en revue les états financiers semestriels, annuels et, le cas échéant, trimestriels, les principes et méthodes comptables, les principes et méthodes d'audit et de contrôle interne de la Société et les analyses et rapports relatifs au reporting financier et à la politique comptable ;
- de s'assurer de la qualité et du respect des procédures de contrôle interne et de leur application ;
- de procéder à la revue de l'inventaire des conventions courantes et conclues à des conditions normales transmis par la direction de la Société et soumettre au Conseil d'administration son analyse et ses recommandations en vue de l'examen annuel par le Conseil d'administration des conventions règlementées et des conventions courantes ;
- de fixer les règles de recours aux commissaires aux comptes pour les travaux autres que ceux relatifs au contrôle des comptes et de confier des missions complémentaires d'audit à des auditeurs externes ;
- de piloter la sélection, la désignation et le renouvellement des commissaires aux comptes, de formuler un avis sur le montant des honoraires sollicités par ces derniers, de s'assurer de leur indépendance et de leur objectivité s'agissant des Commissaires aux comptes appartenant à des réseaux assurant à la fois des fonctions d'audit et de conseil et de soumettre au Conseil d'administration les résultats de ses travaux ;
- d'examiner le programme d'intervention des commissaires aux comptes, les résultats de leurs vérifications, leurs recommandations et leurs suites ;
- plus généralement, d'examiner, contrôler et apprécier tout ce qui est susceptible d'affecter l'exactitude et la sincérité des états financiers ainsi que de l'information extra-financière ;
- la prise en charge de toute autre mission attribuée au Comité d'audit et des risques par la Loi ou le Code de Référence.

Pour mener à bien sa mission, le Comité d'audit et des risques a accès à tout document comptable et financier ; il entend les responsables de l'établissement des comptes, le responsable de l'audit interne et la Direction Générale. Il entend également les Commissaires aux comptes afin d'obtenir l'assurance que ces derniers ont eu accès à l'ensemble des informations nécessaires à l'exercice de leurs diligences.

Le Comité d'audit et des risques se réunit au moins deux fois par an avant les réunions du Conseil dont l'ordre du jour porte notamment sur :

- l'examen des comptes sociaux et consolidés annuels et semestriels, ainsi que sur l'examen des rapports des Commissaires aux comptes y afférant ;
- l'examen du budget.

Le Comité d'audit et des risques s'assure également du suivi des risques potentiels encourus par le Groupe.

Activité du Comité d'audit et des risques

Au cours de l'exercice 2021, le Comité d'audit et des risques s'est réuni trois fois avec un taux de présence de ses membres de 100 %. La durée de ses réunions a été en moyenne supérieure à deux heures.

Ses travaux ont principalement porté sur :

- l'examen des comptes annuels et semestriels du Groupe et de la Société ainsi que des documents de gestion prévisionnelle ;
- la bonne application des principes comptables ;
- la vérification du déroulement de la clôture des comptes et la revue des conclusions des Commissaires aux comptes à l'issue de leurs travaux de contrôle ;
- l'examen du budget.

Le Comité d'audit et des risques a pris connaissance des travaux de la direction de l'audit interne portant notamment sur le suivi des recommandations des Commissaires aux comptes, de ses conclusions sur les missions d'audit spécifiques et sur l'approche proposée pour l'organisation du contrôle interne ainsi que le recensement et le suivi des risques.

Par ailleurs, le Comité d'audit et des risques s'est assuré de l'avancement des différentes mesures prévues par le règlement général sur la protection des données ("RGPD").

Évaluation des travaux du Comité d'audit et des risques

En 2021 les membres du Comité d'audit et des risques ont procédé à l'examen du fonctionnement du Comité et à son évaluation. Cette évaluation s'est faite de manière interne et portait principalement sur les sujets suivants : composition du Comité, périodicité et durée des réunions, qualité des débats, travaux du Comité, information des membres du Comité, rémunération des membres du Comité, accès aux dirigeants du Groupe.

Le Comité d'audit et des risques a conclu que la fréquence et la durée de ses réunions, ainsi que l'information dont lui-même et chacun de ses membres disposent préalablement, lui permettent de mener correctement sa mission.

3.4

Le Directeur général et le Directeur général délégué

Le Conseil d'administration du 26 juin 2020 a renouvelé le mandat de Directeur général de M. Éric Jacquet et le mandat de Directeur général délégué de M. Philippe Goczol, tous deux nommés pour la première fois le 20 juillet 2010 :

- Éric Jacquet : les informations le concernant sont présentées au §3.2.1 de cette partie ;
- Philippe Goczol : de nationalité belge, 56 ans, il est diplômé de l'Université de Mons (Belgique). Il a commencé sa carrière en 1988 au sein du producteur d'aciers Industeel (ex Fafer, groupe ARCELOR MITTAL) où il exerça successivement les fonctions d'ingénieur commercial (1988-1992), de fondé de pouvoir (1992-2000), puis de Directeur des ventes (1999-2000). En 2001, il rejoint le Groupe JACQUET METALS en tant que Directeur du développement avant d'être nommé Directeur général délégué en 2004.

Limitation des pouvoirs du Directeur général délégué

Lors de sa séance du 26 juin 2020, le Conseil d'administration a décidé à titre de mesure d'ordre interne et inopposable aux tiers que le Directeur général délégué ne disposera d'aucune attribution, contrôle ou responsabilité dans le secteur financier, en particulier en ce qui concerne la gestion financière des participations, la gestion des dividendes des filiales, les placements financiers, les comptes courants, la situation de trésorerie et les engagements financiers contractés par les filiales, ce secteur financier relevant de la seule compétence du Directeur général.

3.5 L'équipe dirigeante

- Éric Jacquet	- Président-Directeur général
- Philippe Goczol	- Directeur général délégué
- Thierry Philippe	- Directeur général finance
- Sarah Vaison de Fontaube	- Directrice financière
- ██████████	- Directrice juridique
- Alexandre Iacovella	- Directeur général opérationnel
- Hans-Josef Hoss	- Directeur général en charge de la division IMS group
- Jens Münchow	- Directeur général en charge de la division STAPPERT
- Arnaud Giuliani	- Directeur des systèmes d'information

3.6 Participation des actionnaires à l'Assemblée générale

Les modalités de participation des actionnaires aux Assemblées générales figurent aux articles 23 à 28 des statuts de la Société.

Dans le contexte de l'épidémie de Covid-19 et conformément aux dispositions de l'article 4 prises par le Gouvernement et notamment en application de l'ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020 telle que prorogée et modifiée par le décret n°2021-255 du 9 mars 2021 et dans le souci de préserver la santé et la sécurité de tous, l'Assemblée générale annuelle de la Société du 25 juin 2021 s'est tenue à huis clos.

Activité du Groupe

Le marché

En 2021 la production mondiale d'aciers représente environ 1,95 milliard de tonnes dont environ 6 % pour les aciers spéciaux.

Le marché des aciers spéciaux recouvrant un grand nombre de niches de produits, de contextes géopolitiques et de typologies du rôle de la distribution, le Groupe dispose en conséquence de peu d'informations chiffrées revêtant un caractère officiel.

Le métier

JACQUET METALS est un leader européen de la distribution d'aciers spéciaux.

Les aciers spéciaux sont des aciers aux caractéristiques chimiques et mécaniques adaptées aux environnements tels que la corrosion, les variations de température et de pression et les sollicitations mécaniques. Par rapport à ceux des aciers d'usage général, les délais de livraison des aciers spéciaux sont plus longs, généralement compris entre 2 et 12 mois.

L'activité principale du Groupe consiste à acheter des aciers spéciaux en grandes quantités auprès des producteurs, à les stocker et à servir dans des délais très courts (inférieurs à une semaine) une très large clientèle industrielle (60 000 clients actifs dans 60 pays).

Entre le producteur et le client final, JACQUET METALS apporte la valeur ajoutée suivante :

- une large gamme de produits stockés, livrés dans des délais courts (les carnets de commandes dépassant rarement quelques semaines) ;
- une sécurité d'approvisionnements et une traçabilité des produits ;
- une gestion des besoins en flux tendus (stock personnalisé, définition de stratégies d'approvisionnements) ;
- des prix d'achats compétitifs ;
- la gestion pour le client des variations de prix ;
- des services de découpe et de parachèvement.

En complément de la distribution en l'état de sa gamme de produits, le Groupe a la capacité de proposer à ses clients d'effectuer diverses opérations de première transformation " sur-mesure " pour répondre aux spécifications des utilisateurs finaux. Réalisées au sein des centres de distribution du Groupe, ces prestations, variant selon les produits vendus, sont généralement des opérations légères de découpage, dressage, cintrage, pliage ou perçage. Elles constituent un atout commercial important : évitant le recours à un sous-traitant, elles permettent de fidéliser les clients en qualifiant le Groupe comme interlocuteur unique.

Le Groupe achète de grandes quantités d'aciers auprès de producteurs d'aciers spéciaux : **20 fournisseurs représentent environ 50 % des achats du Groupe**, avec des délais de livraison compris entre 2 et 12 mois et vend auprès d'une clientèle atomisée : **60 000 clients actifs, moyenne de facturation inférieure à 3 000 euros.**

La chaîne de valeur

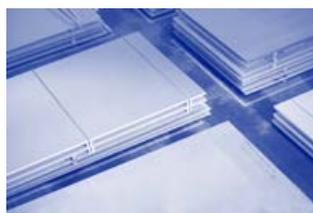
Fournisseurs

- 20 producteurs :
50 % des achats
- délais de livraison :
2 à 12 mois



JACQUET METALS

- prix d'achats
- stocker des spécialités
- gérer les variations de prix
- parachèvement



Clients

- 60 000 clients
- facture moyenne < 3 000 €
- délais de livraison ±1 semaine



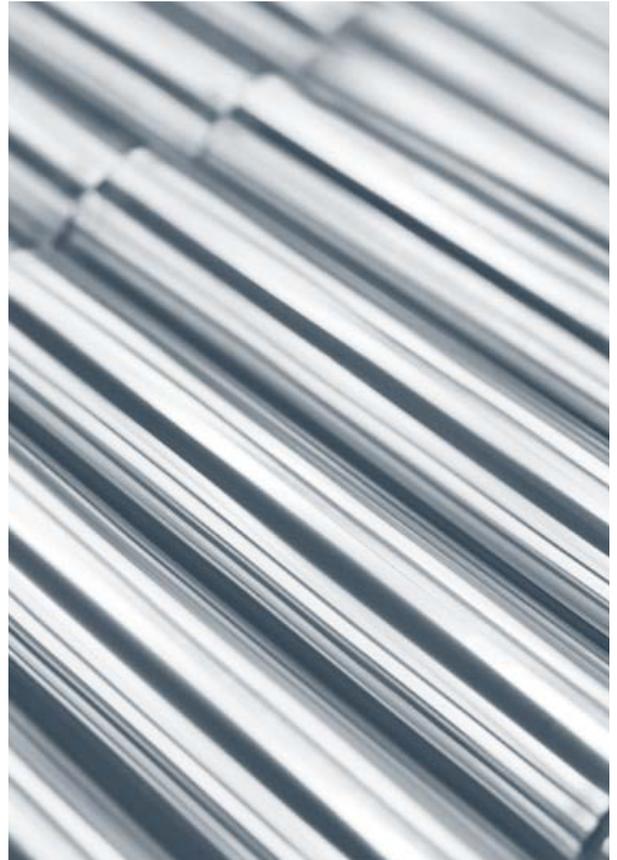
Les achats

La négociation des conditions d'achats est réalisée entre la direction des principaux producteurs d'aciers spéciaux et les dirigeants de JACQUET METALS SA, en collaboration avec les dirigeants des divisions.

En agrégeant les volumes par division, JACQUET METALS apporte aux producteurs une meilleure visibilité sur leur activité et l'organisation de leur production. En retour, le Groupe bénéficie de conditions d'achat optimisées. Les " conditions-cadres " ainsi obtenues sont communiquées aux filiales concernées qui passent directement leurs commandes aux producteurs.

Le Groupe ne dépend pas d'un fournisseur particulier et n'a recours que de façon occasionnelle à la sous-traitance. Un fournisseur donné n'est en mesure de fournir qu'un nombre limité de références. S'agissant de produits dits de spécialité distribués sur des marchés de niche, le nombre de fournisseurs est également restreint.

Pour certains produits de niche, le Groupe s'approvisionne principalement auprès de producteurs avec lesquels il entretient un partenariat étroit (VDM pour les alliages de nickel, etc.). Le Groupe dispose par ailleurs de contrats d'exclusivité pour certains produits et sur certains pays.



Les clients

Les aciers spéciaux sont utilisés pour des applications spécifiques par une grande variété d'industries. Les grands utilisateurs finaux comme les constructeurs automobiles s'approvisionnent en direct auprès des producteurs.

À l'inverse, le cœur de cible de JACQUET METALS est constitué d'un tissu local de PME appartenant à des secteurs industriels diversifiés.

Le Groupe sert plus de 60 000 clients actifs présents dans une centaine de pays et les relations commerciales portent sur une grande quantité de petites commandes (inférieures à 3 000 euros en moyenne). Ainsi, le Groupe ne souffre d'aucune dépendance à un client en particulier. Les clients commandent directement aux sociétés du Groupe, sans procédure d'appel d'offre. La facturation se fait pour chaque commande client après expédition des produits. Plus de 90 % du chiffre d'affaires est assuré auprès de différentes compagnies d'assurance-crédit.

Les relations commerciales sont récurrentes et portent sur une grande quantité de petites commandes qui constituent la majeure partie du chiffre d'affaires du Groupe. Le carnet de commandes représente environ 1 mois de chiffre d'affaires.



Stratégie et objectifs

Le Groupe est un distributeur indépendant des producteurs d'aciers spéciaux, ce qui lui permet de s'approvisionner dans le monde entier, de n'importe quelle source, aux conditions les plus compétitives. Être en mesure d'obtenir les meilleures conditions d'achat est l'un des principaux moteurs de la stratégie du Groupe.

JACQUET METALS décline son offre au travers d'un portefeuille de 3 marques organisées au sein de 3 divisions, chacune s'adressant à des clients et marchés spécifiques.

La fonction principale de JACQUET METALS SA, la société mère, est de conduire – pour les principaux produits et principaux producteurs – la négociation des conditions d'achat en coopération avec les dirigeants de chaque division.

Afin d'augmenter les volumes d'achats par division, et ainsi d'optimiser les conditions d'achats, le Groupe développe les réseaux de distribution de ses divisions en Europe, Asie et Amérique du Nord, par croissance externe ou organique.

À moyen terme, les axes principaux de développement sont :

- l'Europe et plus particulièrement l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni ;
- l'Amérique du Nord, où seule la division JACQUET opère à ce jour.

Outre le développement géographique, le Groupe envisage également de compléter ses gammes de produits distribués (à titre d'exemple : aluminium, etc.).

Chaque division est animée par un Directeur général chargé de la développer dans le cadre des options stratégiques et des objectifs définis par JACQUET METALS.

Les fonctions centrales, négociation des conditions d'achats d'aciers, affaires financières et légales, informatique, assurance-crédit et communication, sont pilotées par JACQUET METALS SA, en étroite collaboration avec les spécialistes de chaque division.

Tôles quarto inox



Produits longs inox



Aciers pour la mécanique



Le marché des aciers inoxydables

Les aciers inoxydables se caractérisent par des qualités de résistance à la corrosion et de neutralité au traitement des fluides et des gaz. Les principaux secteurs consommateurs d'aciers inoxydables sont les industries opérant dans :

- la chimie ;
- l'agro-alimentaire ;
- le traitement et le stockage des gaz ;
- le traitement de l'eau ;
- l'environnement et la dépollution ;
- l'énergie (centrales hydrauliques, nucléaires, thermiques, etc.).

Le secteur des aciers inoxydables est caractérisé par une adaptation régulière des alliages aux exigences de plus en plus élevées des différents secteurs de l'industrie. JACQUET stocke actuellement plusieurs dizaines de nuances d'aciers inoxydables, auxquelles s'ajoutent des nuances d'alliages de nickel dont les qualités de résistance à la corrosion sont encore supérieures à celles de l'inox.

Le marché des tôles quarto inox

Le marché annuel mondial des tôles quarto inox représente un peu plus de 1,5 million de tonnes, soit environ 3 % du marché mondial de l'inox. À cet égard, il constitue typiquement un marché de niche. Ce marché se répartit généralement à égalité entre les projets (approvisionnement direct du producteur au consommateur final) et la distribution. JACQUET est leader mondial de la distribution de tôles quarto inox.

La concurrence

JACQUET réalise la majeure partie de son activité dans les tôles découpées où il trouve deux types de concurrents :

- des départements intégrés de groupes sidérurgiques européens (par exemple Outokumpu) présents dans plusieurs pays ;
- des sociétés de type familial implantées sur un seul pays.

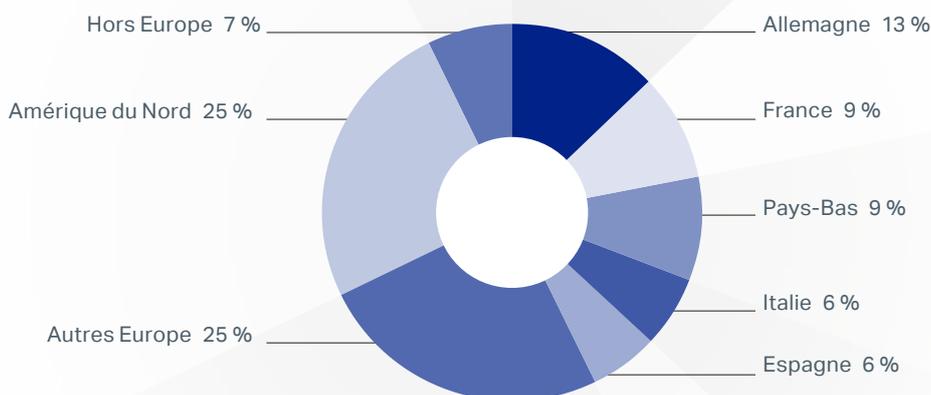
Pour le négoce (tôles vendues sans transformation), JACQUET mène une politique d'opportunité en fonction des conditions de marché. La disponibilité des produits, donc des stocks, étant un facteur clé dans cette activité, les concurrents sont peu nombreux et sont également de deux types :

- les producteurs d'inox qui disposent de leur propre réseau de distribution intégré (Acerinox, Outokumpu, Daekyung) ;
- les sociétés indépendantes des producteurs telles que Nichelcrom en Italie et HW Inox en Allemagne.



Répartition géographique de l'activité

JACQUET est présent en Europe, Amérique du Nord et Asie.



Le marché des aciers inoxydables

Les aciers inoxydables se caractérisent par des qualités de résistance à la corrosion et de neutralité au traitement des fluides et des gaz. Les principaux secteurs consommateurs d'aciers inoxydables sont les industries opérant dans :

- la chimie ;
- l'agro-alimentaire ;
- le traitement et le stockage des gaz ;
- le traitement de l'eau ;
- l'environnement et la dépollution ;
- l'énergie (centrales hydrauliques, nucléaires, thermiques, etc.).

Le secteur des aciers inoxydables est caractérisé par une adaptation régulière des alliages aux exigences de plus en plus élevées des différents secteurs de l'industrie. STAPPERT stocke actuellement plusieurs dizaines de nuances d'aciers inoxydables.

Le marché des produits longs inox

Le marché annuel mondial des produits longs en aciers inoxydables représente environ 6,4 millions de tonnes. Le marché mondial des barres inox (qui constitue la majorité de l'activité de STAPPERT) représente environ 4,2 millions de tonnes dont 1/3 pour le marché européen. En Europe, la distribution couvre environ 50 % du marché des produits longs inox. STAPPERT est un des leaders du marché européen de la distribution.

La concurrence

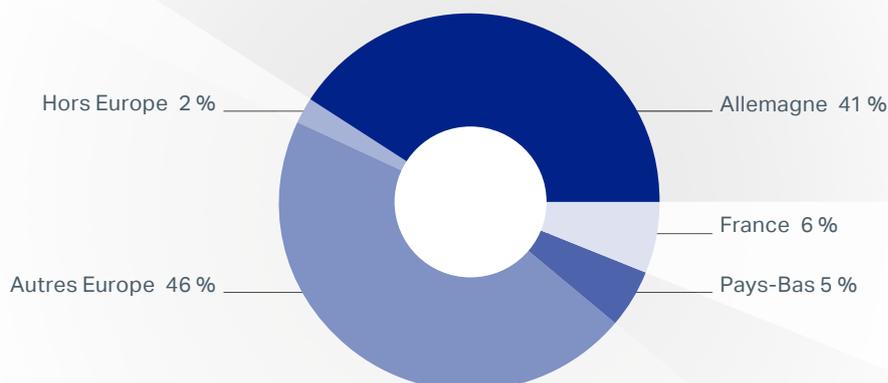
La concurrence de STAPPERT se répartit entre :

- des acteurs établis à l'échelle européenne : des producteurs de produits longs inox distribuant leurs produits par leur propre réseau de distribution (Cogne, Valbruna, etc.) ou des distributeurs indépendants de producteurs (Amari, Damstahl, ThyssenKrupp Materials) ;
- des distributeurs indépendants dont la taille peut être significative au niveau régional ou national mais qui n'opèrent pas à l'échelle européenne.



Répartition géographique de l'activité

STAPPERT est essentiellement présent en Europe et réalise 41 % de son activité en Allemagne, premier marché européen.



IMS group

Le marché

Ces aciers sont utilisés dans la production de pièces soumises à des sollicitations mécaniques importantes. Distribués par IMS group, principalement sous forme de barres et de tubes sans soudure, les aciers pour la mécanique sont produits selon des normes ou des cahiers des charges spécifiques garantissant une aptitude à la transformation par le client (forgeage, usinage, pliage, soudage, traitement thermique) et l'obtention de caractéristiques mécaniques après traitement.

Ils sont utilisés par de nombreux secteurs industriels :

- la mécanique générale ;
- les équipements de travaux publics ;
- le matériel agricole ;
- les transports (moteurs, transmissions pour l'automobile et les poids lourds et le ferroviaire) ;
- les engins de levage ;
- l'industrie pétrolière ;
- l'énergie (éoliennes etc.) ;
- les centres d'usinage.

Le marché des aciers pour la mécanique regroupe de nombreuses formes et familles de produits. Le marché annuel européen des aciers alliés pour la mécanique est estimé à environ 7,9 millions de tonnes. Les deux plus importants marchés géographiques sont l'Allemagne et l'Italie, représentant globalement 60 % du marché, suivis de la France et de l'Espagne, représentant 20 % du marché européen. La part de la distribution dans le marché des barres en aciers pour la mécanique est estimée à 50 %. IMS group est un des leaders européens de la distribution des aciers pour la mécanique.

Distribution d'aciers pour la mécanique

La concurrence

Le marché de la distribution des aciers pour la mécanique compte un nombre restreint d'acteurs internationaux majeurs présents à l'échelle européenne (ThyssenKrupp Materials, etc.).

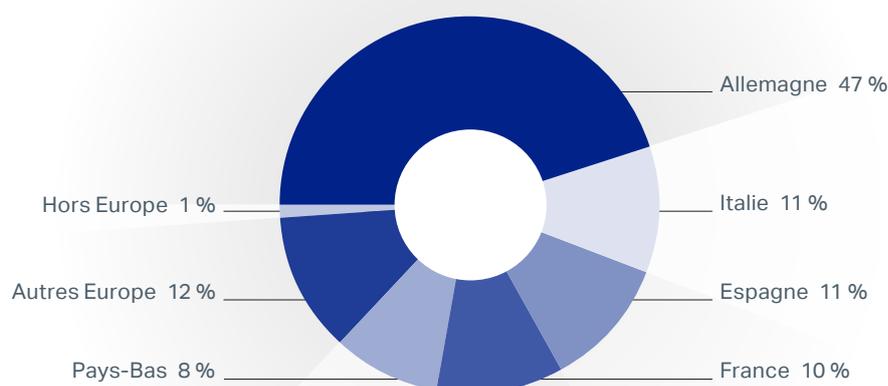
Le reste du marché est réparti entre un grand nombre de distributeurs dont la taille peut être significative au niveau régional ou national mais qui n'opèrent pas à l'échelle européenne.

Dans la distribution des aciers pour la mécanique, la concurrence provient rarement des producteurs eux-mêmes. Bon nombre d'entre eux ne maintiennent pas de stock. Les différentes nuances ne sont souvent pas produites en continu et sont écoulées dès leur sortie d'usine via le carnet de commandes. Les producteurs ne s'adressent donc en direct qu'aux grands utilisateurs finaux.



Répartition géographique de l'activité

IMS group est implanté sur le territoire européen et réalise 47 % de son activité en Allemagne, premier marché européen.



5 Déclaration de Performance Extra-Financière ("DPEF")

Le Groupe JACQUET METALS ("le Groupe") attache une grande importance aux enjeux liés à la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE). Il est engagé dans une démarche volontaire de gestion responsable de ses activités prenant en considération :

- l'analyse des risques extra-financiers auxquels le Groupe est exposé ;
- les réglementations et législations en vigueur ;
- les attentes des parties prenantes (collaborateurs, clients, fournisseurs, etc.).

Depuis 2018, le Groupe est soumis aux exigences du décret d'application n° 2017-1265 du 9 août 2017 relatif à la publication d'informations non financières, et donnant lieu à la Déclaration de Performance Extra-Financière (DPEF). Les éléments constitutifs de la DPEF sont rappelés dans la table de concordance présentée au §5.5.

À ce jour, le Groupe n'a pas eu à déplorer d'événements naturels (potentiellement provoqués par le changement climatique) ayant matériellement affecté son activité.

5.1 Enjeux environnementaux

L'activité principale du Groupe consiste à stocker des aciers spéciaux et à les distribuer en l'état ou mis à dimension. Afin de limiter les impacts de son activité sur l'environnement, le Groupe mène une politique qui se traduit notamment par :

- le suivi des émissions de gaz à effet de serre ("GES") ;
- la promotion des énergies renouvelables ;
- la récupération et le recyclage systématique des chutes de métal et des consommables ;
- des exigences fortes en matière d'approvisionnement et de qualité.

5.1.1 Bilan carbone et consommation d'énergie

Bilan carbone

En 2021, le Groupe a réalisé un bilan carbone visant à estimer les émissions de gaz à effet de serre (GES) :

- scopes 1 & 2 : émissions liées à la consommation d'énergie des centres de distribution du Groupe (gaz, fioul, électricité) ;
- scope 3 : autres émissions générées en amont et en aval de l'activité du Groupe (production d'aciers par les usines et transports par les sociétés spécialisées).

En 2021, le total estimé des émissions de GES (scopes 1, 2 et 3) représente environ 2 millions de tonnes équivalent CO₂. Les émissions (scopes 1 et 2) liées à la consommation d'énergie des centres de distribution du Groupe représentent 0,8 % des émissions totales :



Consommation d'énergie (scopes 1 & 2)

La consommation d'énergie des centres de distribution du Groupe est principalement liée à l'utilisation des machines et équipements de parachèvement, au chauffage et à l'éclairage.

En 2021, le Groupe a mis en place un reporting afin de suivre leur consommation d'énergie :

Énergies	Consommation 2021 du Groupe (MWh)*
Électricité	38 651
Gaz	19 131
Fioul, gasoil	1 060
Énergies totales	58 842

* Estimation basée sur la consommation des filiales représentant 86 % du chiffre d'affaires du Groupe.

S'agissant de l'organisation du transport d'aciers (généralement sous-traitée à des transporteurs indépendants), chaque filiale s'efforce d'optimiser le remplissage des unités de transport.

Par ailleurs, le Groupe encourage l'utilisation de la visioconférence permettant ainsi de réduire les émissions de GES liées au déplacement du personnel.

5.1.2 Promotion des énergies renouvelables

Le Groupe investit régulièrement dans des programmes liés à la transition énergétique et notamment l'installation de panneaux solaires et / ou d'éclairages LED au sein de ses centres de distribution.

À titre d'illustration :

- entre 2018 et 2021, le Groupe a installé 6 000 m² de panneaux solaires ;
- en 2022, il est prévu l'installation de plus de 3 000 m² de panneaux solaires en Italie, Pologne et Hongrie.



↑ Drachten, Pays-Bas

5.1.3 Application de la Taxonomie européenne à l'activité du Groupe

Le Règlement Taxonomie (règlement (UE) 2020/852) établit un système de classification commun à l'Union européenne. En application de ce règlement, les sociétés sont tenues de publier :

- la part de leurs chiffres d'affaires (I)
- les dépenses d'investissement (Capex) (II)
- les dépenses d'exploitation (Opex) (III)

associées à des activités économiques éligibles à la Taxonomie européenne.

Une activité économique est considérée comme " éligible " si elle est incluse dans la liste évolutive des activités figurant dans les actes délégués du Règlement Taxonomie.

Les données présentées ci-après concernent le périmètre des comptes consolidés du Groupe.

(I) Chiffre d'affaires

La liste des activités éligibles de la Taxonomie européenne ne comprend pas la distribution d'aciers.

En conséquence, le chiffre d'affaires du Groupe n'est à ce jour pas éligible au Règlement Taxonomie. En fonction de l'évolution future de la liste des activités éligibles, le Groupe pourra être amené à revoir la classification de son chiffre d'affaires.

(II) Dépenses d'investissement

Le total des investissements 2021 éligibles s'élève à 15,6 millions d'euros sur un total de 34 millions d'euros et correspond principalement à des investissements de nature immobilière :

Activités économiques	Annexe 1 du Règlement	Montant investissements (k€)	Part totale des investissements
Ⓐ Activités éligibles à la Taxonomie		15 594	46 %
Acquisitions, constructions et rénovations de bâtiments	§7.1, §7.2, §7.7	12 283	36 %
Transport par véhicules	§6.5	3 016	9 %
Production d'électricité utilisant la technologie photovoltaïque	§4.1	295	1 %
Ⓑ Activités non éligibles à la Taxonomie		18 185	54 %
Total des investissements Ⓐ+Ⓑ		33 779	100 %

(III) Dépenses d'exploitation

Les dépenses d'exploitation éligibles au sens du Règlement Taxonomie ne sont pas significatives (<5 % du total des charges opérationnelles).

5.1.4 Recyclage et économie circulaire

Dans le cadre de son activité, le Groupe est amené à réaliser des opérations de première transformation. Ces prestations sont généralement des opérations légères de parachèvement, telles que le découpage ou le pliage, potentiellement génératrices de chutes de métal.

Les chutes de métal sont systématiquement et intégralement récupérées et revendues à des recycleurs, qui les réintégreront ensuite dans le cycle de production de l'acier.

Le Groupe estime que plus des $\frac{3}{4}$ de ses approvisionnements d'aciers proviennent de l'économie circulaire, c'est-à-dire du recyclage.

La recherche de la performance passe par une optimisation de la consommation matière, et à ce titre, par la limitation de la génération de chutes. Pour cela, un suivi des chutes générées est réalisé par chaque filiale concernée mensuellement. En complément la direction a mis en place en 2021 un suivi des volumes de chutes

générées pour l'ensemble du Groupe. Pour l'année 2021, les chutes de métal sont d'environ 27 000 tonnes. Leur quantité évolue en fonction de l'activité ainsi que de la complexité des opérations de parachèvement.

Enfin, certaines machines de découpe utilisent des volumes d'huiles et d'eaux, ainsi que du sable, qui sont systématiquement l'objet de mesures de récupération et de recyclage.



↑ Stock de Bochum, Allemagne

5.1.5 Une chaîne d'approvisionnement exigeante

Évaluation périodique des principaux fournisseurs

Le Groupe a mis en place une évaluation périodique de ses principaux fournisseurs d'aciers afin de mesurer leur exposition au risque environnemental et d'apprécier le niveau d'intégration des critères RSE au sein de leur organisation.

Cette évaluation consiste notamment à s'assurer que les fournisseurs adhèrent au code de conduite fournisseurs du Groupe, et à recueillir, s'il existe, leur

rapport RSE. L'adhésion d'un fournisseur est renouvelable tous les trois ans.

À date, le Groupe a évalué des producteurs représentant ensemble la moitié des approvisionnements 2021 consolidés ; 92 % ont adhéré au code de conduite fournisseurs du Groupe :

Adhésion au code de conduite fournisseurs JACQUET METALS	92 %
--	------

Qualité des approvisionnements

Le Groupe veille à maintenir un très haut niveau de qualité de ses approvisionnements (traçabilité des produits, normes ISO, etc.) garantissant la réputation des produits auprès des clients finaux.

La nature même de l'activité du Groupe conduit à acheter exclusivement des produits qui répondent à des normes strictes et prédéfinies. Chaque fournisseur doit s'assurer de la correspondance entre le certificat du produit (indiquant notamment le numéro de coulée permettant de connaître l'origine des produits) et la matière qui est livrée.

L'ensemble des approvisionnements du Groupe est ainsi traçable. L'objectif est de maintenir voire d'améliorer ce haut niveau d'exigence.



↑ Marquage sur une tôle

5.2 Enjeux sociaux

5.2.1 Gestion des ressources humaines

Compte tenu de ses implantations dans 24 pays et d'un effectif moyen par filiale d'environ 40 collaborateurs, la politique du Groupe en matière de ressources humaines est mise en œuvre au niveau de chaque société par les directeurs de filiales afin de tenir compte des besoins, des spécificités et des réglementations locales. Ils s'assurent notamment :

- de l'organisation du temps de travail, des formations et de la mise en œuvre du dialogue social ;
- des conditions de sécurité et de santé au travail ;
- du respect des droits de l'homme et de l'enfant ;
- de l'absence de discrimination.

Il n'existe pas de centralisation, au niveau de la Société, des accords signés avec les organisations représentatives du personnel de chaque filiale. Toutefois, les accords significatifs sont préalablement portés à la connaissance de la Société.

Le Groupe n'a pas connaissance de manquements significatifs à ses obligations sociales.

Rémunération liée aux résultats

Le Groupe favorise la mise en place dans toutes ses filiales et toutes ses divisions d'un système de rémunération variable basé sur les résultats. Ainsi, la rémunération variable tant des dirigeants que des autres personnels est principalement basée sur le résultat de la filiale ou de la division qui les emploie.

De même, la rémunération variable des dirigeants de la Société est notamment basée sur le résultat du Groupe (fonction du ratio Résultat net part du Groupe / Chiffre d'affaires).

Actionnariat

Le Groupe développe notamment l'exploitation de ses divisions à travers un modèle atypique dans la distribution des métaux. Ainsi, des filiales sont régulièrement constituées avec un partenaire local qui, le plus souvent, est le manager de la filiale. Ce dernier investit et reçoit une participation au capital allant de 10 à 49 % (cf. §6.3 Développements). Au 31 décembre 2021, 12 filiales ont des dirigeants actionnaires minoritaires.

Développement des compétences, formation, apprentissage

La formation est un outil clé pour le développement des compétences des collaborateurs, la préservation des savoir-faire et pour l'amélioration des conditions de travail et de sécurité.

Chaque fois que c'est nécessaire, elle est mise en place sous différentes formes (avec des organismes de formation externe, formation interne, e-learning etc.).

En 2021, 26 % des collaborateurs ont bénéficié d'une

formation pour un total de 12 910 heures :

Formation	2021
Nombre de collaborateurs formés	778
Nombre d'heures de formation	12 910

5.2.2 Sécurité et santé au travail

Le Groupe est soucieux de la santé de ses salariés et de leur sécurité sur leurs lieux de travail. À ce titre, il applique une politique de formation et de prévention destinée à réduire le nombre et la gravité des accidents du travail.

Des mesures relatives à l'amélioration de la sécurité sont régulièrement prises. À titre d'exemples :

- la diffusion régulière d'instructions et de consignes de sécurité ;
- les contrôles réglementaires des machines et équipements par des organismes extérieurs ;
- le recensement et l'analyse des accidents du travail suivis le cas échéant d'actions correctives dans les procédures et de formations additionnelles ;
- l'amélioration des postes de travail ;
- la nomination d'un responsable sécurité au niveau de chaque filiale.

Le suivi des accidents du travail est effectué localement sous la responsabilité des directeurs des filiales.

5.2.3 Répartition des effectifs

Par fonction

Au 31 décembre 2021, le Groupe compte 2 951 collaborateurs (équivalent temps plein) dont 2 669 sont titulaires d'un contrat de travail permanent, ainsi que 149 intérimaires.

Au cours de l'année 2021, 531 personnes ont rejoint le Groupe et 438 l'ont quitté.

De plus, le Groupe encourage l'apprentissage et l'alternance. Fin 2021, 121 apprentis travaillent pour les filiales en Allemagne et France (qui comptent environ la moitié de l'effectif du Groupe).

La fréquence et le taux de gravité des accidents du travail sont présentés ci-après :

	2021
Fréquence ¹	20,15
Taux de gravité ²	0,39

¹ Taux de fréquence d'accident du travail = (nb des accidents avec arrêt / heures travaillées) × 1 000 000.

² Taux de gravité d'accident du travail = (nb des journées perdues par incapacité temporaire / heures travaillées) × 1 000

Par ailleurs, un suivi semestriel du taux d'absentéisme court (inférieur à trois jours) est en place au sein du Groupe. Il permet de mettre en place des actions correctives le cas échéant.

	2021
Taux d'absentéisme court ¹	0,58 %

¹ (nb de jours d'absence <3 jours / nb de jours travaillés dans l'année) × 100

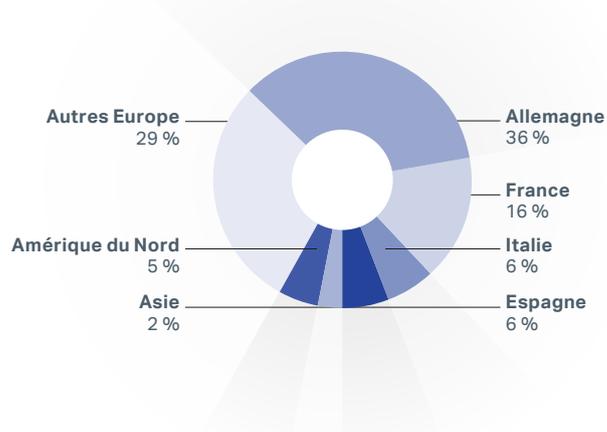
En 2021, en raison du contexte sanitaire (Covid-19) le télétravail a été privilégié et les protocoles de travail sur site ont été adaptés afin de réduire le risque de contamination tout en assurant la continuité des opérations.

L'évolution des effectifs (en équivalent temps plein) par fonction, est la suivante :

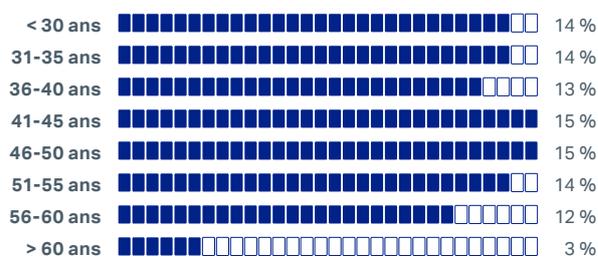
	2021	2020
Fin d'exercice	2 951	2 857
Support (Informatique, Administratif)	447 15 %	445 16 %
Commercial, Achat	1 119 38 %	1 083 38 %
Entrepôt et logistique	1 385 47 %	1 329 46 %

Par zone géographique

Le Groupe est implanté dans 24 pays à travers 105 centres de distribution. Au 31 décembre 2021, la répartition des effectifs par zone géographique est la suivante :



Par âge



En 2021, l'âge médian au sein du Groupe est de 44 ans.

Par sexe

La répartition hommes-femmes est équilibrée dans les fonctions support " Informatique, Administratif " (53 % de femmes et 47 % d'hommes) ainsi que dans les fonctions "Commercial, Achat" (58 % d'hommes et 42 % de femmes). Dans les entrepôts, les femmes sont très peu représentées (5 % de l'effectif).

Au total l'effectif est composé de 26 % de femmes et de 74 % d'hommes.

	Hommes	Femmes
Support (Informatique, Administratif)	47 %	53 %
Commercial, Achat	58 %	42 %
Entrepôt et logistique	95 %	5 %
Total	74 %	26 %

5.3

Respect des droits de l'homme

Chaque directeur de filiale est en charge, pour ce qui concerne les droits de l'homme, du respect des législations locales.

Pour les approvisionnements, le Groupe a mis en place une évaluation périodique de ses principaux fournisseurs d'aciers afin de mesurer leur exposition au risque de non-respect des droits de l'homme au sein de leur organisation (cf. §5.1.5 relatif à l'adhésion au code de conduite fournisseurs du Groupe).

À date, 92 % des fournisseurs auxquels le code a été présenté y ont adhéré.

Pour les fournisseurs n'ayant pas encore adhéré, des mesures complémentaires sont mises en œuvre (demandes d'informations, visites sur site, etc.).

5.4 Lutte contre la corruption et l'évasion fiscale

Le renforcement de la législation française en matière de lutte contre la corruption a été l'occasion pour le Groupe d'intensifier sa politique de prévention et de lutte contre la corruption.

Ces valeurs sont reprises dans un code de conduite anti-corruption (mis en place en 2019) qui définit le comportement à adopter par chaque filiale du Groupe avec l'ensemble de ses partenaires, clients, fournisseurs ou prestataires. Par exemple, les fournisseurs doivent être sélectionnés sur la base de critères objectifs tels que la qualité, la fiabilité, le prix, la performance ou le service. De plus, une formation e-learning " anti-corruption " a été déployée au sein du Groupe et un dispositif d'alerte interne présent dans chaque filiale permet de signaler l'existence de situations ou comportements contraires au code de conduite anti-corruption.

Une cartographie des risques d'exposition à la corruption par le biais d'une approche d'évaluation des risques a été également élaborée en tenant compte des activités exercées et de la zone géographique.

Le risque est notamment apprécié à travers :

- une évaluation periodique de ses principaux fournisseurs d'aciers ;
- l'adhésion au code de conduite anti-corruption des fournisseurs sélectionnés. L'adhésion d'un fournisseur est renouvelable tous les trois ans.

En 2021, le pourcentage d'adhésion au code de conduite anti-corruption des fournisseurs sélectionnés (représentant la moitié des approvisionnements du Groupe) est le suivant :

Adhésion au code de conduite anti-corruption *	92 %
--	------

* (nb de fournisseurs ayant adhéré / nb de fournisseurs sélectionnés) × 100

Enfin, le Groupe n'est implanté opérationnellement ou à travers des sociétés holdings dans aucun des pays de la liste noire des " paradis fiscaux ", telle que définie par la Commission Européenne.

5.5 Table de concordance de la DPEF

5.5.1 Modèle d'affaires

1	Description des activités du Groupe	
	Description de l'activité et des divisions	Le Groupe - §4 Activité du Groupe
	Chiffres clés	Résultats annuels 2021
	Organigramme des principales entités	Le Groupe - §7 Principales sociétés
	Description des produits	Le Groupe - §4 Activité du Groupe
2	Description du modèle économique	
	Positionnement dans la filière	Le Groupe - §4 Activité du Groupe
	Ressources clés / facteurs de production utilisés	Le Groupe - §4 Activité du Groupe
	Valeur apportée aux différents segments de clients et autres parties prenantes	Le Groupe - §4 Activité du Groupe
	Analyse de la marge	Le Groupe - §4 Activité du Groupe

5.5.2 Description des risques extra-financiers et impacts

La description des principaux risques extra-financiers est exposée aux §5.1 à 5.4 du présent document.

Compte tenu de la nature de ses activités et des conditions de travail impliquant des opérations de manutention, le Groupe considère que les thèmes suivants mentionnés à l'article L225-102-1 al.III du code de commerce (la lutte contre le gaspillage alimentaire et la précarité alimentaire, le respect du bien-être animal ainsi que l'alimentation responsable, équitable et durable) ne constituent pas des risques RSE principaux et ne justifient pas un développement dans le présent rapport.

6 Autres informations

6.1 Les systèmes d'information

Le Groupe dispose de sa propre application métier (ERP* Jac) développée pour les différentes typologies de produits et comprenant également une solution comptable (Finance V10). L'application métier est développée sur des technologies de dernière génération, l'ensemble des sites du Groupe étant relié au site central à travers un réseau MPLS et VPN ipsec.

** Enterprise Resource Planning*

Les sociétés appartenant à la division JACQUET et la plupart des sociétés appartenant aux divisions STAPPERT et IMS group utilisent l'ERP Jac.

Ces outils centralisés sont une des clés d'une gestion des stocks ainsi que d'un contrôle de gestion efficaces et réactifs. Ils permettent la mise en place des systèmes d'achats basés sur des négociations centralisées et offrent des solutions facilitant l'action commerciale.

Chaque utilisateur peut disposer d'un accès en temps réel à tous les stocks de sa division. Les ventes intragroupe sont traitées automatiquement. Les documents commerciaux sont édités en langue et systèmes de mesure locaux et respectent les prescriptions nationales de présentation.

La capacité d'évolution de ces outils permet d'accompagner les développements du Groupe, quels que soient le nombre d'utilisateurs et / ou les volumes traités.

6.2 La transformation digitale

Anticipant la croissance de la dématérialisation des échanges commerciaux dans la distribution d'aciers spéciaux, comme dans les autres secteurs marchands, le Groupe prend part à la transformation digitale en gardant pour impératif de rester proche de ses clients.

Le Groupe a identifié 3 axes de développement pour prendre part à cette transformation :

- l'EDI (Echange de Données Informatisées) : les protocoles EDI sont opérationnels depuis plusieurs années avec des clients aux volumes d'affaires importants et récurrents. L'EDI sera à terme déployé pour gérer les approvisionnements d'aciers ;
- l'espace clients : en complément au processus de ventes, les clients disposent d'un espace dédié où ils peuvent trouver l'ensemble des documents liés à leurs achats (certificat matière, bon de livraison, facture, historique et suivi de commandes, etc.) ;
- le e-commerce : la plateforme qui porte les ventes en ligne a été conçue en 2020 et est déployée progressivement au sein du Groupe depuis 2021.

La transformation digitale de l'offre associée à une démarche CRM (Customer Relationship Management) contribue à améliorer la connaissance clients et apporte de nouvelles opportunités en termes de fidélisation et d'acquisition de prospects.

6.3 Développements

Fondé à Lyon en 1962, le Groupe s'est développé par croissance organique mais surtout par croissance externe, avec notamment les acquisitions en 2010 d'IMS et de STAPPERT (14 pays, 1 500 collaborateurs, chiffre d'affaires de 1,2 milliard d'euros) et en 2015 de SCHMOLZ+BICKENBACH DISTRIBUTION (6 pays, 1 000 collaborateurs, chiffre d'affaires de 600 millions d'euros).

Pour la croissance organique, le Groupe développe généralement l'exploitation de ses divisions à travers un modèle atypique dans la distribution des métaux. Des filiales sont constituées avec un partenaire local qui, le plus souvent, est le dirigeant de la filiale. Ce dernier investit, reçoit une participation au capital allant de 10 à 49 % et s'engage, en cas de pertes, à recapitaliser la filiale, au minimum à hauteur du montant initialement investi. La filiale bénéficie du droit exclusif d'exploitation de la marque et à ce titre peut commercialiser la gamme complète des produits de la marque sur un territoire déterminé.

Toutes les filiales du Groupe bénéficient d'un ensemble de moyens mis à leurs dispositions tels que les conditions d'achat, le système d'information produit / marchés adapté à son métier, la formation du personnel, l'accès à un réseau d'information etc. Tout est mis en œuvre pour leur permettre de se concentrer sur leur mission prioritaire : générer des ventes rentables. Le dirigeant local gère ses stocks en fonction de la politique commerciale qu'il a déterminée. La rémunération des dirigeants des filiales est largement fondée sur le résultat de la filiale.

Le Groupe facture à la filiale des prestations de services, principalement des prestations de direction et informatique. Le cas échéant, le dirigeant perçoit également des dividendes au prorata des parts qu'il détient.

6.4 Politique d'investissement

Cette information est donnée au §1.3 Rapport d'activité - Flux de trésorerie.

La Société n'est pas dépendante de brevets pour l'exercice de son activité.

6.5 Les infrastructures

Les actifs du Groupe sont principalement composés des centres de distribution et de capacités de parachèvement (machines de découpe, pliage, etc.).

Le Groupe exploite des bâtiments totalisant 665 897 m², dont 48 % en pleine propriété.

en m ²	Sites en pleine propriété			Sites en Location			Sites en Crédit-Bail		
	Superficie Bâtiment	Superficie Terrain	Nombre de Dépôts	Superficie Bâtiment	Superficie Terrain	Nombre de Dépôts	Superficie Bâtiment	Superficie Terrain	Nombre de Dépôts
Allemagne	101 970	147 863	16	117 093	26 218	7	8 808	21 110	1
Autriche	1 363	30 350	1	10 047	-	1	5 000	17 200	1
Belgique	17 946	33 133	2	3 414	9 700	1	-	-	-
Canada	1 209	3 900	1	7 974	18 708	3	-	-	-
Chine	5 439	20 118	1	5 315	-	2	-	-	-
Corée	-	-	-	2 005	2 388	1	-	-	-
Danemark	-	-	-	60	-	-	-	-	-
Espagne	2 259	20 354	1	59 430	38 954	10	-	-	-
Etats-Unis	9 772	36 381	1	13 270	11 200	4	-	-	-
Finlande	2 333	23 064	1	39	-	-	-	-	-
France	70 552	299 028	7	42 184	77 415	9	-	-	-
Hongrie	7 259	22 602	2	89	-	-	-	-	-
Italie	30 314	74 307	4	41 202	21 788	6	-	-	-
Pays-Bas	32 550	44 137	4	4 163	2 910	1	-	-	-
Pologne	11 152	66 203	2	12 865	18 882	2	-	-	-
Portugal	1 700	4 960	1	7 084	13 625	2	-	-	-
République Tchèque	7 545	29 202	1	485	-	1	-	-	-
Royaume-Uni	2 900	17 000	1	45	-	-	-	-	-
Slovaquie	3 828	20 974	1	-	-	-	-	-	-
Slovénie	4 747	7 402	1	840	-	1	-	-	-
Suède	4 169	27 927	2	683	-	-	-	-	-
Suisse	1 395	1 500	1	-	-	-	-	-	-
Turquie	-	-	-	3 400	6 514	1	-	-	-
Total	320 402	930 405	51	331 687	248 302	52	13 808	38 310	2

Nombres de dépôts	31.12.21
Centres en pleine propriété	51
Centres en location	52
Centres en crédit-bail	2
Total	105

À date, il n'existe pas de réglementation environnementale pouvant influencer l'utilisation faite par l'émetteur de ses immobilisations corporelles.

6.6 L'évaluation des risques

La direction de la Société procède régulièrement avec les dirigeants des différentes divisions à une revue des principaux risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats (ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs).

Des réunions trimestrielles ont notamment pour ordre du jour la revue des résultats, le suivi des objectifs, l'identification des opportunités de développement et le recensement des risques.

Ce dispositif est complété semestriellement par une déclaration des dirigeants de filiales sur les risques identifiés.

6.7 Les principaux facteurs de risques

La présentation des facteurs de risques ci-dessous est issue de la cartographie des risques du Groupe, à la date du présent document. Conformément aux orientations de l'ESMA (European Securities and Markets Authority) et de l'AMF (Autorité des marchés financiers) sur les facteurs de risques dans le cadre du règlement européen "Prospectus", seuls les risques qui sont spécifiques au Groupe et qui sont les plus significatifs sont cités.

Tableau récapitulatif des principaux risques

Catégories	Facteurs de risques		Impact net	Occurrence
Risques opérationnels	Variation des cours des métaux		•••	•••
	Conjoncture économique et baisse des volumes distribués		•••	•••
	Systèmes d'information et cybersécurité		•••	••
	Evolution du marché et digitalisation		••	•••
	Ressources humaines	DPEF	••	••
	Acquisitions et intégration		••	••
	Responsabilité environnementale	DPEF	••	••
	Approvisionnement et dépendance fournisseurs		••	•
	Sécurité des personnes	DPEF	•	••
Risques financiers	Liquidité		•••	•
	Taux		••	••
	Contrepartie		•	••
	Change		•	••
Risques juridiques et réglementaires	Conformité	DPEF	••	••

Échelle d'impact net et d'occurrence : ••• Élevé | •• Modéré | • Faible

Le tableau ci-dessus reflète l'exposition du Groupe aux risques listés, après prise en compte des dispositifs de maîtrise mis en oeuvre pour en réduire l'impact et la probabilité.

Les risques extra-financiers de la Société sont identifiés par le pictogramme "DPEF" et sont également développés dans la partie Déclaration de Performance Extra-Financière ("DPEF") p29.

6.7.1 Risques opérationnels

6.7.1.1 Variation des cours des métaux

Description de la situation

Le métier du Groupe consiste à :

- négocier et acheter différentes familles d'aciers spéciaux (aciers inoxydables et aciers mécaniques), dont les délais de production peuvent être longs (pouvant aller jusqu'à 12 mois) ;
- stocker ces aciers (105 dépôts dans 24 pays) ;
- vendre ces aciers auprès d'une large clientèle d'acheteurs industriels dans des délais courts.

Le prix d'achat des aciers est généralement composé de deux éléments distincts :

- un prix de base qui est le résultat d'une négociation au moment de la commande avec chaque producteur ;
- une part variable qui dépend notamment de l'évolution des cours des matières premières. C'est par exemple l'extra ferraille pour les aciers mécaniques ou l'extra alliage pour les aciers inoxydables (l'extra alliage est généralement fixé au moment de la livraison et résulte d'une formule de calcul propre à chaque producteur qui intègre notamment le prix du nickel, du chrome, du titane, du molybdène, de la ferraille, la parité euro / dollar, etc.).

Les délais de production (pouvant être peu respectés) sont un paramètre important dans la détermination des prix d'achat. Pour exemple, certains accords peuvent prévoir un ajustement du prix d'achat en fonction de la variation des cours des matières premières entre la date de commande et la date de livraison (réelle ou théorique) etc.

Enfin, des bonifications annuelles peuvent être prévues en fonction des volumes achetés et de la performance globale du producteur.

Les prix de vente : la politique du Groupe et la pratique sectorielle conduisent à répercuter, si possible sans délai, les hausses des prix d'achat sur les clients lorsque celles-ci interviennent. Symétriquement, en cas de baisse de prix, la situation concurrentielle conduit le Groupe à répercuter, selon des délais variables, ces mêmes baisses de prix.

Effets potentiels

La faculté du Groupe à répercuter ou non les variations de prix d'achat sur les prix de vente et à optimiser l'écoulement de ses stocks se traduit par un effet sur :

- la marge brute (exprimée en %), et
- la valorisation des stocks.

Gestion du risque

La centralisation de la négociation des conditions d'achats, le système d'information commun à la plupart des filiales donnant une vision instantanée sur les commandes d'achats et les stocks, la définition de la politique d'approvisionnement et de la politique commerciale au niveau de chaque dépôt en fonction de la clientèle et de la conjoncture locales, sont autant de facteurs qui contribuent à l'amélioration de la marge brute et de la rotation des stocks.

Par ailleurs, le Groupe ne recourt à aucun instrument financier de couverture des fluctuations des cours des matières premières entrant dans la composition des aciers qu'il commercialise. Cette situation résulte, pour certains des métaux utilisés, de l'absence de marché permettant de mettre en œuvre une telle couverture. Dans le cas du nickel, il s'agit d'un choix de gestion, le Groupe estimant à ce jour que la mise en place d'une telle politique ne serait pas forcément efficace voire risquée sur le plan économique, les coûts qui lui sont liés pouvant être supérieurs aux bénéfices susceptibles d'en résulter. À ce jour, ce choix se traduit par une exposition aux fluctuations de cours des matières premières.

Le Groupe n'est pas en mesure de donner des informations chiffrées pertinentes et fiables sur l'élasticité et la sensibilité des prix et des marges en raison des nombreux éléments pris en compte dans la fixation des prix d'achat et des prix de vente.

Conjoncture économique et baisse des volumes distribués

Description de la situation

Le Groupe stocke les aciers au plus près de sa clientèle, avec pour cela plus d'une centaine de centres de distribution dans 24 pays. La demande en aciers spéciaux est généralement liée à la conjoncture économique et à l'évolution de la production industrielle.

La conjoncture locale peut être affectée par des événements d'ampleur, comme par exemple la mise en place de tarifs douaniers, des restrictions liées à des contraintes sanitaires, des événements géopolitiques, etc.

Effets potentiels

Une conjoncture économique dégradée peut entraîner une baisse de la demande et des volumes distribués avec pour effets :

- une dégradation de la performance financière (baisse du chiffre d'affaires, de la marge brute en % et en euros, moindre absorption des coûts fixes) ;
- une baisse temporaire de la rotation des stocks ;
- une pression concurrentielle accrue, entraînant une pression supplémentaire sur la marge brute.

Gestion du risque

La présence du Groupe dans 24 pays, le positionnement des activités sur des marchés distincts (aciers inox et aciers mécaniques), la diversité des familles de produits distribués, la large clientèle composée de plus de 60 000 clients actifs appartenant à des secteurs industriels diversifiés, contribuent à atténuer les variations conjoncturelles.

Systemes d'information et cybersécurité

Description de la situation

La plupart des sociétés du Groupe utilisent un ERP (Enterprise Resource Planning) développé par la Société. Il comprend l'application métier et la solution comptable. Les systèmes d'information sont un outil essentiel à la gestion, au contrôle, et au développement des activités de JACQUET METALS dans un environnement international et décentralisé.

Les principaux risques relatifs aux systèmes d'information sont liés à d'éventuelles défaillances des systèmes d'information (infrastructure informatique et / ou logiciels) et à la cybercriminalité.

Effets potentiels

Toute défaillance ou dysfonctionnement des équipements, applications informatiques, ou toute réussite d'une attaque cybercriminelle peut :

- entraîner des interruptions d'activité et des pertes d'exploitation ;
- entraîner des pertes ou vols de données ;
- porter atteinte à l'image et la réputation du Groupe.

Gestion du risque

Les différentes équipes informatiques du Groupe (notamment les équipes Infrastructure et Cyber), accompagnées d'experts, élaborent et suivent des plans d'actions ayant notamment pour objectifs le renforcement :

- de la gouvernance informatique ;
- des systèmes de détection des menaces ;
- des processus de sauvegarde ;
- des processus de remédiation et de continuité.

Par ailleurs, le Groupe dispose d'équipes dédiés à la maintenance et au développement de l'ERP.

6.7.1.4 **Évolution du marché et digitalisation**

Description de la situation

La croissance de la dématérialisation des échanges commerciaux dans tous les domaines d'activité entraîne une évolution des pratiques de marché et des attentes des clients.

Effets potentiels

Dans la distribution d'aciers spéciaux, la dématérialisation des échanges et la digitalisation sont encore peu développées mais la montée en puissance de la digitalisation dans les techniques d'approvisionnement et de commercialisation doit être anticipée afin de :

- répondre aux attentes des fournisseurs et des clients ;
- conserver / augmenter les parts de marché et avantages concurrentiels ;
- maintenir / augmenter les marges.

Gestion du risque

Anticipant la croissance de la dématérialisation des échanges commerciaux, le Groupe prend part à la transformation digitale en gardant pour impératif de rester proche de ses clients. Il a ainsi recruté des équipes dédiées, de manière à développer et déployer les outils digitaux dans l'ensemble de ses filiales.

Le Groupe a identifié 3 axes de développement pour prendre part à cette évolution :

- l'EDI (Echange de Données Informatisées) : les protocoles EDI sont opérationnels depuis plusieurs années avec des clients aux volumes d'affaires importants et récurrents. L'EDI sera également déployé pour gérer les approvisionnements d'aciers ;
- l'espace client : en complément au processus de ventes, les clients disposent d'un espace dédié où ils peuvent trouver l'ensemble des documents liés à leurs achats (certificat matière, bon de livraison, facture, historique et suivi de commandes, etc.) ;
- le e-commerce : la plateforme qui porte les ventes en ligne est déployée progressivement au sein du Groupe depuis 2021.

La transformation digitale de l'offre associée à une démarche CRM (Customer Relationship Management) contribue à améliorer la connaissance clients et apportent de nouvelles opportunités en termes de fidélisation et d'acquisition de prospects.

6.7.1.5 **Ressources humaines**

Description de la situation

Chaque année, le Groupe recrute environ 500 collaborateurs, notamment dans le cadre :

- de sa politique de développement par croissance organique (ouverture de nouveaux sites, développement commercial, etc.) ;
- du renforcement des fonctions support (informatique, digital, achats, cyber, etc.) ;
- etc.

Le recrutement des talents est un enjeu essentiel.

Effets potentiels

La pénurie de certaines compétences (notamment quand le marché de l'emploi est tendu) et la concurrence accrue entre les entreprises sont susceptibles d'entraîner des retards dans la réalisation et la mise en œuvre de certains projets.

Cette situation peut être plus ou moins accentuée en fonction des zones géographiques ou des domaines d'expertise.

Gestion du risque

Compte tenu de ses 105 implantations dans 24 pays la politique du Groupe en matière de ressources humaines est mise en œuvre au niveau de chaque société par les directeurs de filiale afin de tenir compte des besoins, des spécificités et des réglementations locales. Consciente des enjeux liés au recrutement et à la rétention des talents, la direction supervise l'ensemble des directeurs de filiale et des fonctions support (informatique, digital, finance, etc.) de manière à répondre à leurs besoins en matière de recrutement ou de développement des collaborateurs.

La politique du Groupe en matière de ressources humaines se traduit notamment par la promotion de la mobilité interne, de la formation et de systèmes de rémunération variable indexés sur la performance.

La politique de gestion de ce risque est présentée dans la Déclaration de Performance Extra-Financière.

6.7.1.6 Acquisitions et intégration

Description de la situation

Dans le cadre de son développement, le Groupe peut être amené à réaliser des acquisitions, notamment à l'international.

Les principaux marchés sur lesquels le Groupe dispose de marges de développement importantes à court / moyen terme sont notamment l'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni et l'Amérique du nord.

Chaque opération nécessite préalablement à sa réalisation :

- l'identification des spécificités de la société cible (commerciales, juridiques, organisationnelles, culture d'entreprise, forces et faiblesses, etc.) ;
- la préparation d'un plan d'intégration et de communication aux personnels.

Effets potentiels

La faculté du Groupe à identifier les spécificités des sociétés et à préparer des plans d'intégration efficaces conditionne la réussite de l'opération et notamment :

- l'adhésion des personnels à la stratégie proposée par le Groupe ;
- la mise en œuvre des mesures identifiées dans un délai rapide ;
- la performance financière attendue de l'acquisition.

Gestion du risque

La direction attache une grande importance à la sélection des dossiers d'acquisition et veille tout particulièrement à ce que l'activité des sociétés cibles corresponde à l'activité du Groupe et de ses divisions, de façon à améliorer les conditions d'achats du Groupe et / ou son positionnement géographique.

En plus des phases de due diligence opérationnelles et financières, une grande attention est apportée à la préparation du plan d'intégration (communication aux personnels, mesures à mettre en œuvre, intégration des systèmes d'information et financiers, centralisation des conditions d'achats, etc.).

6.7.1.7 Responsabilité environnementale

Description de la situation

L'activité principale du Groupe consiste à stocker des aciers spéciaux et à les distribuer en l'état ou mis à dimension.

En tant que distributeur, l'essentiel des émissions de CO₂ est indirect (scope 3) : les premières analyses démontrent que plus de 90 % des émissions de CO₂ des produits distribués proviennent de la phase de production c'est à dire des fournisseurs.

Les émissions de CO₂ du Groupe sont essentiellement générées par la consommation d'électricité des entrepôts (éclairage et consommation des machines de parachèvement) et par les opérations de transport.

Les chutes d'acier sont systématiquement et intégralement récupérées et revendues à des recycleurs qui les réintègrent ensuite dans le cycle de production de l'acier. Le Groupe estime que plus des $\frac{3}{4}$ de ses approvisionnements d'aciers proviennent de l'économie circulaire c'est à dire du recyclage.

Par ailleurs, les enjeux environnementaux se traduisent par un renforcement des réglementations liées aux émissions de bas carbone (exemple: Règlement Taxonomie (UE) 2020/852).

Effets potentiels

La prise en compte des enjeux environnementaux nécessite une politique d'investissement régulière, notamment dans la promotion des énergies renouvelables.

De plus, l'évolution des normes et des réglementations environnementales est susceptible d'impacter les politiques :

- d'approvisionnement ;
- d'investissement ;
- de financement.

Gestion du risque

Le Groupe mène une politique qui se traduit notamment par :

- la promotion des énergies renouvelables et le suivi de la consommation d'énergie. Le Groupe investit chaque année dans la promotion des énergies renouvelables (panneaux solaires, éclairages led). Le Groupe a ainsi installé 6 000 m² de panneaux solaires entre 2018 et 2021 et projette d'en installer plus de 3 000 m² en 2022 ;
- le recyclage et l'économie circulaire ;

- l'évaluation périodique des principaux fournisseurs et la qualité des approvisionnements.

Enfin le Groupe fait évoluer ses indicateurs et sa communication afin de répondre aux évolutions réglementaires et à la demande des différentes parties prenantes.

La politique de gestion de ce risque est présentée dans la Déclaration de Performance Extra-Financière.

6.7.1.8 Approvisionnement et dépendance fournisseurs

Description de la situation

Le Groupe est un leader dans la distribution d'aciers spéciaux.

Ce positionnement fort lui permet de s'approvisionner directement auprès d'un panel de producteurs diversifié, en produits et géographiquement.

Pour une même famille de produits (aciers inoxydables ou aciers mécaniques) un producteur n'est généralement en mesure de ne fournir qu'un nombre limité de références.

Effets potentiels

Les sources d'approvisionnement du Groupe peuvent évoluer en fonction de nombreux éléments :

- la politique commerciale de tel ou tel producteur par rapport à ses concurrents ;
- les contraintes logistiques rencontrées par un producteur (délais de production allongés, incidents de production, etc.) ou par les acteurs de la chaîne logistique (délais de livraison allongés, etc.) ;
- les contraintes douanières ;
- etc.

Gestion du risque

La politique de centralisation des négociations par la Société et le positionnement fort du Groupe sur ses marchés lui permettent de s'approvisionner directement auprès d'un panel large de producteurs et de ne pas dépendre d'un producteur en particulier.

6.7.1.9 Sécurité des personnes

Description de la situation

Le Groupe emploie environ 3000 collaborateurs dans 24 pays, répartis dans les fonctions suivantes :

- Entrepôts et logistique (47 %) ;
- Commercial, Achats (38 %) ;
- Informatique et Administratif (15 %) .

Effets potentiels

Le risque d'accident du travail concerne toutes les catégories de collaborateurs et plus particulièrement ceux travaillant dans les entrepôts où sont manipulés les aciers.

Gestion du risque

Le Groupe applique une politique de formation et de prévention destinée à réduire le nombre et la gravité des accidents du travail. Cette politique se traduit notamment par :

- la diffusion régulière d'instructions et de consignes de sécurité ;
- la mise en oeuvre de formations régulières ;
- les contrôles réglementaires des machines et équipements par des organismes extérieurs ;
- le recensement et l'analyse des incidents suivis le cas échéant d'actions correctives ;
- l'amélioration des postes de travail ;
- la nomination d'un responsable sécurité au niveau de chaque filiale.

La politique de gestion de ce risque est présentée dans la Déclaration de Performance Extra-Financière.

6.7.2 Risques financiers

6.7.2.1 Liquidité

Description de la situation

La structure de financement du Groupe est notamment composée :

- de Schuldscheindarlehen (SSD) pour 220 millions d'euros avec des échéances en décembre 2024, janvier 2025, et juillet 2026 ;
- d'un crédit syndiqué de 125 millions d'euros avec une échéance en juin 2024 ;
- de nombreuses lignes de crédit (crédits amortissables, revolving,...) pour 359 millions d'euros dont 11 % ont une échéance à plus de 2 ans.

Les principales obligations (covenants) sont :

- les clauses de changement de contrôle : JSA doit détenir au minimum 37 % du capital social et des droits de vote de JACQUET METALS SA ;
- le respect de l'un des deux critères suivants :
 - ratio d'endettement net sur capitaux propres (gearing) inférieur à 100 %, ou
 - levier inférieur à 2.

Effets potentiels

Les opérations de refinancement des différents placements sont régulières.

L'offre et les conditions financières (notamment les marges et commissions) varient en fonction des conditions du marché bancaire mais aussi en fonction des performances du Groupe.

Gestion du risque

Le Groupe veille à garder une situation financière solide afin de faire face aux évolutions de marché, notamment en :

- refinançant régulièrement ses financements afin d'étendre les maturités ;
- conservant une trésorerie importante (246 millions d'euros au 31 décembre 2021) ;
- disposant de lignes de crédit confirmées non utilisées (287 millions d'euros au 31 décembre 2021).

6.7.2.2 Taux

Description de la situation

Les financements contractés par le Groupe sont composés de dettes à taux fixe et variable réparties ainsi au 31 décembre 2021 :

- dette à taux fixe : 80 millions d'euros ;
- dette à taux variable : 337 millions d'euros.

La dette est contractée à 91 % en euros.

Effets potentiels

La hausse des taux d'intérêts peut avoir pour effet d'augmenter la charge financière du Groupe.

Après prise en compte des instruments de couverture, la variation de 1 point de l'EURIBOR 3 mois aurait pour impact 0,8 million d'euros.

Gestion du risque

Le Groupe veille à maintenir une politique adaptée entre taux fixe et taux variable.

De plus, afin de limiter l'impact de la variation de taux sur la dette à taux variable, le Groupe souscrit régulièrement des instruments de couverture (Swap ou Cap). Au 31 décembre 2021 la dette variable est couverte à hauteur de 43 %.

6.7.2.3 Contrepartie

Description de la situation

Le Groupe dispose d'une large clientèle dans 60 pays (60 000 clients actifs avec une facture moyenne de 3 000 euros).

Le risque de contrepartie concerne principalement le risque de perte financière liée à la défaillance de clients.

Effets potentiels

Le non recouvrement de créances commerciales se traduit par des pertes opérationnelles et de trésorerie.

Gestion du risque

La structure fragmentée de la clientèle du Groupe, sans dépendance vis à vis d'un client en particulier ou d'un secteur industriel, limite le risque de contrepartie.

De plus, la souscription de contrats d'assurance-crédit permet de limiter l'exposition du Groupe aux seules créances clients non assurées.

Au 31 décembre 2021 les créances clients assurées représentent 94 % du poste clients.

6.7.2.4 Change

Description de la situation

Les flux financiers sont principalement réalisés lors :

- des approvisionnements en aciers (l'essentiel des approvisionnements est libellé dans la devise de la société acheteuse). L'exposition du Groupe au risque de change concerne principalement les achats des filiales européennes auprès de producteurs hors zone euro et les achats des filiales hors zone euro pour la partie des achats engagés en euro ;
- des ventes d'aciers (l'essentiel des ventes est réalisé dans le pays d'implantation des filiales) ;
- des avances de trésorerie consenties par la Société à ses filiales, le plus souvent dans la monnaie de la filiale (le risque de change étant géré par la Société).

Effets potentiels

Une évolution défavorable du cours des devises peut se traduire par une dégradation de la performance financière du Groupe.

Gestion du risque

La politique du Groupe en matière de risque de change conduit la direction financière à analyser mensuellement les positions de change, devise par devise et filiale par filiale, puis à mettre en place les couvertures nécessaires. L'instrument de couverture le plus souvent utilisé est l'achat ou la vente à terme de devises.

Dans le cadre des avances de trésorerie consenties par la Société à ses filiales, la Société emprunte généralement auprès d'une banque dans la devise de la filiale de façon à couvrir son exposition.

Conformité

Description de la situation

La présence du Groupe dans 24 pays accroît les risques de voir apparaître des situations :

- de non-conformité avec les réglementations nationales, internationales, ou les règles internes du Groupe ;
- de fraude (d'origine interne ou externe) ou de corruption.

Effets potentiels

Le non-respect d'une loi ou d'une réglementation peut exposer le Groupe à des poursuites judiciaires engendrant des pertes financières et affectant son image et sa réputation.

Par ailleurs, tout cas de fraude, qu'il s'agisse d'un vol ou de cybercriminalité, peut se traduire par des pertes financières.

Gestion du risque

Avec l'aide de cabinets spécialisés le Groupe effectue une veille régulière de l'évolution des législations afin de s'assurer de la conformité de ses pratiques en matière juridique et réglementaire.

Par ailleurs, le Groupe a mis en place un processus de remontée d'information vers la direction visant à identifier le plus tôt possible les cas de tentatives de fraudes.

Le Groupe a également renforcé sa politique de prévention et de lutte contre la corruption avec notamment le déploiement d'une formation e-learning "anti-corruption" et la mise en place d'un dispositif d'alerte interne permettant de signaler l'existence de situations ou comportements contraires au code de conduite anti-corruption.

La politique de gestion du risque de corruption est présentée dans la Déclaration de Performance Extra-Financière.

Assurance et couverture des risques

En matière de risques opérationnels, chaque filiale dispose d'une couverture de risque adaptée à son activité, grâce à des polices d'assurance souscrites localement ou par la Société et couvrant l'ensemble des risques potentiels tels que :

- tous dommages et pertes d'exploitation consécutives ;
- responsabilité civile des mandataires sociaux et dirigeants ;
- responsabilité civile générale : la Société a souscrit une police master garantissant les conséquences de la responsabilité civile de la Société et de ses filiales. Pour les filiales non couvertes par la police master Groupe, une assurance responsabilité civile générale est souscrite localement.

La Société considère que sa couverture d'assurance est en adéquation avec les standards de l'assurance responsabilité civile professionnelle française et européenne, et suffisamment large pour couvrir les risques normaux inhérents à ses activités.

Néanmoins, elle ne peut pas garantir que ces polices couvriront l'ensemble des sinistres auxquels le Groupe pourrait être confronté.

Au 31 décembre 2021, aucun risque potentiel significatif dont les conséquences ne seraient pas déjà intégrées dans les comptes 2021 n'a été identifié.

JACQUET METALS SA • FR

JACQUET

JACQUET HOLDING
SARL • FR

- └ JACQUET Metallservice GmbH • AT
- └ JACQUET Benelux SA • BE
- └ JACQUET Montréal INC. • CA
- └ Rolark Toronto INC. • CA
- └ Rolark Edmonton INC. • CA
- └ JACQUET Osiro AG • CH
- └ JACQUET Chengdu CO. LTD. • CN
- └ JACQUET Shanghai CO. LTD. • CN
- └ JACQUET Tianjin Metal Material CO. LTD. • CN
- └ JACQUET Sro • CZ
- └ JACQUET Deutschland GmbH • DE
- └ Quarto Deutschland GmbH • DE
- └ JMS Danmark APS • DK
- └ JACQUET Ibérica SA • ES
- └ JACQUET Finland OY • FI
- └ Détail Inox SAS • FR
- └ France Inox SAS • FR
- └ JACQUET International SAS • FR
- └ JACQUET Lyon SAS • FR
- └ JACQUET Paris SAS • FR
- └ OSS SARL • FR
- └ Quarto International SAS • FR
- └ JACQUET Magyarország Kft • HU
- └ JACQUET Italtaglio Srl • IT
- └ JACQUET Nova Srl • IT
- └ Quarto International Srl • IT
- └ JACQUET Korea CO. LTD. • KR
- └ JACQUET Nederland BV • NL
- └ JACFRIESLAND BV • NL
- └ JACQUET Polska Sp. z o.o. • PL
- └ JACQUET Portugal LDA • PT
- └ JACQUET Sverige AB • SE
- └ JMS Metals Asia Pte. Ltd. • SG
- └ JMS Adriatic d.o.o. • SI
- └ Quarto Jesenice d.o.o. • SI
- └ JACQUET UK Ltd • UK
- └ JACQUET Mid Atlantic Inc. • USA
- └ JACQUET Houston Inc. • USA
- └ JACQUET Midwest Inc. • USA
- └ JACQUET West Inc. • USA
- └ Quarto North America LLC • USA

STAPPERT

STAPPERT DEUTSCHLAND
GMBH • DE

- └ STAPPERT Fleischmann GmbH • AT
- └ STAPPERT Intramet SA • BE
- └ STAPPERT Česká Republika Spol Sro • CZ
- └ STAPPERT France SAS • FR
- └ STAPPERT Magyarország Kft • HU
- └ STAPPERT Noxon BV • NL
- └ STAPPERT Polska Sp. z o.o. • PL
- └ STAPPERT Sverige AB • SE
- └ STAPPERT Slovensko AS • SK
- └ STAPPERT UK Ltd • UK

IMS GROUP

IMS GROUP HOLDING
SAS • FR

- └ IMS Austria GmbH • AT
- └ IMS Belgium SA • BE
- └ Dr. Wilhelm Mertens GmbH • DE
- └ Finkenhohl Stahl Service Center GmbH • DE
- └ Günther + Schramm GmbH • DE
- └ Hoselmann Stahl GmbH • DE
- └ International Metal Service Nord GmbH • DE
- └ International Metal Service Süd GmbH • DE
- └ International Metal Service Trade GmbH • DE
- └ IMS Aceros INT, SAU • ES
- └ Aciers Fourvière SARL • FR
- └ IMS France SAS • FR
- └ IMS SpA • IT
- └ IMS Nederland BV • NL
- └ IMS Polska Sp. z o.o. • PL
- └ IMS Portugal SA • PT
- └ IMS Özel çelik Ltd Şi. • TR

Indices	CAC® All Shares, CAC® All-Tradable, CAC® Basic Materials, CAC® Mid & Small, CAC® Small
Marché	Euronext Paris - Compartiment B
Place de cotation	Euronext Paris
Code ou symbole	JCQ
Code ISIN	FR0000033904
Reuters	JCQ.PA
Bloomberg	JCQ : FP

		2021	2020	2019	2018	2017
Nombre d'actions fin de période	actions	23 022 739	23 461 313	24 028 438	24 028 438	24 028 438
Capitalisation boursière fin de période k€		483 478	326 112	370 519	372 921	660 782
Cours le plus haut	€	25,30	15,86	18,46	32,90	29,61
Cours le plus bas	€	13,44	7,60	13,76	13,56	19,45
Cours fin de période	€	21,00	13,90	15,42	15,52	27,50
Volume quotidien moyen	actions	23 249	20 891	34 833	27 351	24 330
Capitaux quotidiens moyens	€	472 972	233 870	562 702	634 980	596 557

Conformément à la délégation qui lui a été octroyée par l'Assemblée générale du 25 juin 2021, le Conseil d'administration, lors de sa réunion du 25 juin 2021, a décidé l'annulation de 438 574 actions. À l'issue de cette annulation, le capital de la Société est composé de 23 022 739 actions auxquelles sont attachés 32 781 874 droits de vote (au 31 décembre 2021).

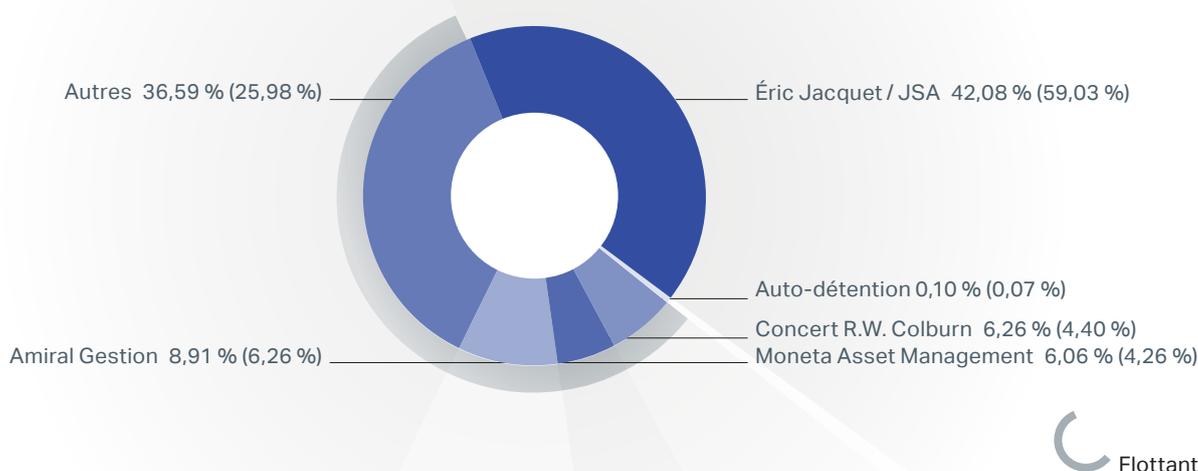
Au 31 décembre 2021 le titre JACQUET METALS (" JCQ ") s'établit à 21,00 euros, en hausse par rapport au cours de clôture du 31 décembre 2020. Le 8 mars 2022, le cours de bourse s'établit à 18,92 euros.

Le titre JACQUET METALS est suivi par :

- ODDO BHF Corporates & Markets ;
- Portzamparc groupe BNP Paribas ;
- GILBERT DUPONT groupe Société Générale.

Actionariat au 31 décembre 2021

% capital (% droits de vote)



Le 31 décembre 2021, Éric Jacquet et la société JSA (qu'il contrôle) détiennent 42,08 % du capital et 59,03 % des droits de vote de la Société.

9 Calendrier de communication financière

Résultats au 31 mars 2022	11 mai 2022
Assemblée générale	24 juin 2022
Résultats au 30 juin 2022	7 septembre 2022
Résultats au 30 septembre 2022	9 novembre 2022
Résultats annuels 2022	mars 2023

L'ensemble des informations financières est à la disposition des investisseurs et des actionnaires sur le site internet de la Société à l'adresse suivante : jacquetmetals.com

— Relations investisseurs

JACQUET METALS
NEWCAP

Thierry Philippe - Directeur Général Finance - comfi@jacquetmetals.com
Emmanuel Huynh - T +33 1 44 71 94 94 - jacquetmetals@newcap.eu



Rapport d'activité 2021

1 **Activité et résultats du Groupe**

Les résultats au 31 décembre 2021 sont comparés aux résultats 2020 disponibles dans le document d'enregistrement universel 2020 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 19 avril 2021 (n° de dépôt D.21- 0326) et dans le rapport d'activité au 31 décembre 2020.

Des performances solides

En 2021, le Groupe a bénéficié d'un environnement favorable caractérisé par une demande bien orientée et par la hausse des prix des matières premières.

Par rapport à 2020, les volumes distribués sont supérieurs de +21 % (+6 % par rapport à 2019) et les prix moyens de vente de +24 %.

Le chiffre d'affaires progresse de +44 % à 1 970 millions d'euros (+62 % au 4^e trimestre à 527 millions d'euros) et la marge brute de +60 % à 526 millions d'euros représentant 26,7 % du chiffre d'affaires contre 24 % un an plus tôt.

L'EBITDA courant s'établit à 201 millions d'euros, représentant 10,2 % du chiffre d'affaires (10,5 % au 4^e trimestre à 55 millions d'euros) contre 4,6 % en 2020.

Le Résultat Net Part du Groupe s'établit quant à lui à 121 millions d'euros (dont 38 millions d'euros au 4^e trimestre), contre 11 millions d'euros en 2020.

Le Besoin en Fonds de Roulement opérationnel a augmenté, représentant 26 % du chiffre d'affaires fin 2021 contre 24 % un an plus tôt. Pendant la période, le Groupe a généré 8 millions d'euros de cash flows d'exploitation et renforcé sa structure financière avec des capitaux propres de 495 millions d'euros. Le ratio d'endettement net sur capitaux propres (gearing) est de 35 % fin 2021.

Le développement du Groupe sur ses principaux marchés s'est poursuivi, avec une politique d'investissement soutenue (32 millions d'euros en 2021) et le lancement de 3 nouveaux centres de distribution, en Hongrie, France et Italie. De nouveaux sites sont en cours de déploiement, notamment en Amérique du Nord.

En 2022, le Groupe poursuivra sa politique d'investissement et de développement. Les conditions de marché du début d'année s'inscrivent dans la continuité de celles rencontrées fin 2021.

L'exposition du Groupe aux marchés russe, biélorusse et ukrainien est faible, tant pour les approvisionnements que pour les ventes. Il est trop tôt pour estimer les autres conséquences de ce conflit sur l'activité du Groupe.

k€	T4 2021	T4 2020	2021	2020
Chiffre d'affaires	526 756	325 797	1 969 739	1 364 685
Marge brute	137 028	93 688	525 692	328 206
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	26,0 %	28,8 %	26,7 %	24,0 %
Charges opérationnelles	(81 855)	(64 052)	(325 031)	(266 442)
Dotation nette aux amortissements	(8 981)	(8 403)	(36 145)	(35 032)
Dotation nette aux provisions	1 615	14 111	(1 885)	1 098
Résultat des cessions d'actifs immobilisés	(33)	76	265	360
Résultat opérationnel	47 774	35 420	162 896	28 190
Résultat financier	(2 863)	(2 194)	(12 476)	(11 281)
Résultat avant impôts	44 911	33 226	150 420	16 909
Impôts sur les résultats	(4 530)	(2 375)	(22 942)	(3 665)
Résultat net consolidé	40 381	30 851	127 478	13 244
Résultat net part du Groupe	38 399	30 162	120 846	11 198
Résultat net part du Groupe par action émise (en €)	1,67	1,29	5,25	0,48
Résultat opérationnel	47 774	35 420	162 896	28 190
Eléments non récurrents et résultat de cession	9 788	(8 210)	11 883	(3 894)
Résultat Opérationnel Courant	57 562	27 210	174 779	24 296
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	10,9 %	8,4 %	8,9 %	1,8 %
Dotation nette aux amortissements	8 981	8 403	36 145	35 032
Dotation nette aux provisions	(1 615)	(14 111)	1 885	(1 098)
Eléments non récurrents	(9 755)	8 591	(12 148)	3 991
EBITDA courant	55 173	30 093	200 661	62 221
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	10,5 %	9,2 %	10,2 %	4,6 %

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 1 970 millions d'euros, supérieur de +44,3 % à celui de 2020 (T4 +61,7 %) avec les effets suivants :

- volumes distribués : +20,6 % (+14,4 % au T4) ;
- prix : +23,7 %. Les prix de vente ont graduellement augmenté en 2021, de +47,3 % entre le début et la fin de l'année 2021 (+7,1 % au cours du 4^e trimestre 2021).

m€	T4 2021	T4 2020	2021	2020
Chiffre d'affaires	527	326	1 970	1 365
Variation 2021 vs 2020	+61,7 %		+44,3 %	
Effet prix	+47,3 %		+23,7 %	
Effet volume	+14,4 %		+20,6 %	

Les différents effets sont calculés comme suit :

- effet volume = $(V_n - V_{n-1}) \times P_{n-1}$ avec V = volumes et P = prix de vente moyen converti en euro au taux de change moyen ;
- effet prix = $(P_n - P_{n-1}) \times V_n$;
- effet de change est inclus dans l'effet prix. Il n'a pas d'impact significatif au 31 décembre 2021 ;
- effet de périmètre / opérations de l'exercice N :
 - acquisitions : l'effet périmètre correspond à la contribution (volumes et chiffre d'affaires) de l'entité acquise depuis la date d'acquisition,
 - cessions : l'effet périmètre correspond à la contribution (volumes et chiffre d'affaires) en N-1 de l'entité cédée depuis la date de cession -1 an ;
- effet de périmètre / opérations de l'exercice précédent N-1 :
 - acquisitions : l'effet périmètre correspond à la contribution (volumes et chiffre d'affaires) de l'entité acquise au 1^{er} janvier N jusqu'à la date anniversaire en N de l'acquisition,
 - cessions : l'effet périmètre correspond à la contribution (volumes et chiffre d'affaires) en N-1 de l'entité cédée depuis le 1^{er} janvier N-1 jusqu'à la date de cession.

Marge brute

La marge brute s'élève à 526 millions d'euros et représente 26,7 % du chiffre d'affaires contre 328 millions d'euros en 2020 (24 % du chiffre d'affaires).

m€	T4 2021	T4 2020	2021	2020
Chiffre d'affaires	527	326	1 970	1 365
Coût des ventes	(390)	(232)	(1 444)	(1 036)
Dont achats consommés	(364)	(248)	(1 390)	(1 051)
Dont dépréciation des stocks	(26)	16	(54)	14
Marge brute	137	94	526	328
<i>% du chiffre d'affaires</i>	<i>26,0 %</i>	<i>28,8 %</i>	<i>26,7 %</i>	<i>24,0 %</i>

Résultat opérationnel

Dans ce contexte de croissance, les charges opérationnelles courantes* ont été maîtrisées et représentent 16,5 % du chiffre d'affaires 2021 contre 19,5 % en 2020. Après prise en compte de 5 millions d'euros d'économies (résultant des mesures prises en 2020), les charges s'élèvent à 325 millions d'euros, contre 266 millions d'euros en 2020. Leur évolution (+22 %) résulte essentiellement de l'augmentation des charges variables, en lien avec la croissance des volumes distribués et de la rentabilité.

* hors amortissements (36) m€ et provisions (2) m€

En 2021, les charges opérationnelles courantes (325 millions d'euros) se composent ainsi :

- charges de personnel (183 millions d'euros) ;
- autres charges (143 millions d'euros) composées notamment de transports, consommables, énergies, maintenance, honoraires et assurances, etc.

L'EBITDA courant s'établit ainsi à 201 millions d'euros et représente 10,2 % du chiffre d'affaires contre 62 millions d'euros en 2020 (4,6 % du chiffre d'affaires).

Le Résultat Opérationnel Courant s'élève quant à lui à 175 millions d'euros (8,9 % du chiffre d'affaires).

Le Résultat opérationnel inclut 0,3 million d'euros de résultat des cessions d'actifs immobilisés et 12,1 millions d'euros de charges non récurrentes (provisions comprenant notamment un risque de taxation rétroactive sur certaines importations), et s'établit à 163 millions d'euros.

Résultat financier

Le résultat financier est une charge de 12,5 millions d'euros contre 11,3 millions d'euros en 2020. Le taux moyen de l'endettement brut est de 2 %, stable par rapport à 2020.

m€	T4 2021	T4 2020	2021	2020
Coût de l'endettement net	(2,1)	(2,8)	(9,8)	(10,8)
Autres éléments financiers	(0,7)	0,6	(2,7)	(0,5)
Résultat financier	(2,9)	(2,2)	(12,5)	(11,3)

Résultat net

Le Résultat Net Part du Groupe s'établit à 121 millions d'euros contre 11 millions d'euros en 2020.

Le taux d'impôt moyen au sein du Groupe est d'environ 25 %. En 2021, il ressort à 15,3 %, certaines filiales ayant bénéficié de reports fiscaux déficitaires non activés fin 2020.

m€	T4 2021	T4 2020	2021	2020
Résultat avant impôts	44,9	33,2	150,4	16,9
Impôts sur les résultats	(4,5)	(2,4)	(22,9)	(3,7)
Taux d'impôt	-10,1 %	-7,1 %	-15,3 %	-21,7 %
Résultat net consolidé	40,4	30,9	127,5	13,2
Part des minoritaires	(2,0)	(0,7)	(6,6)	(2,0)
Résultat net part du Groupe	38,4	30,2	120,8	11,2
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>7,3 %</i>	<i>9,3 %</i>	<i>6,1 %</i>	<i>0,8 %</i>

2

Activité et résultats par division

m€	JACQUET Tôles quarto inox		STAPPERT Produits longs inox		IMS group Aciers pour la mécanique	
	T4 2021	2021	T4 2021	2021	T4 2021	2021
Chiffre d'affaires	119	429	152	611	261	945
Variation 2021 vs 2020	68,5 %	40,8 %	55,8 %	43,2 %	62,2 %	46,6 %
Effet prix	48,1 %	21,8 %	45,4 %	23,3 %	47,8 %	24,8 %
Effet volume	20,4 %	19,0 %	10,4 %	19,9 %	14,4 %	21,8 %
EBITDA courant^{1 2}	23,4	66,2	9,4	41,5	15,9	67,6
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>19,7 %</i>	<i>15,4 %</i>	<i>6,2 %</i>	<i>6,8 %</i>	<i>6,1 %</i>	<i>7,2 %</i>
Résultat Opérationnel Courant²	22,2	59,4	9,1	40,3	23,6	68,3
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>18,7 %</i>	<i>13,8 %</i>	<i>6,0 %</i>	<i>6,6 %</i>	<i>9,0 %</i>	<i>7,2 %</i>

^{1 1} Hors impacts IFRS 16. Au 31 décembre 2021, les activités hors divisions (essentiellement holdings et foncières) et l'application de la norme IFRS 16 - Contrats de location contribuent à l'EBITDA courant pour respectivement 8,3 millions d'euros et 17 millions d'euros.

² Ajustés des éléments non-récurrents.

JACQUET

La division est spécialisée dans la distribution de tôles quarto en aciers inoxydables. Elle réalise 68 % de son activité en Europe et 25 % en Amérique du Nord.

En 2021, la division a poursuivi son développement organique notamment avec le lancement de 2 nouveaux sites, en Italie et Hongrie. La division a également investi en Amérique du Nord afin d'augmenter ses capacités de distribution : ces investissements seront opérationnels à partir de 2023.

Le chiffre d'affaires s'établit à 429 millions d'euros contre 305 millions d'euros en 2020 soit une évolution de +40,8 % (T4 +68,5 %) :

- volumes : +19,0 % (T4 +20,4 %). Les volumes distribués en 2021 sont supérieurs de +11,2 % à ceux de 2019 ;
- prix : +21,8 % (T4 +48,1 % vs T4.20 et +8,1 % vs T3.21).

La marge brute s'élève à 155 millions d'euros et représente 36,2 % du chiffre d'affaires contre 89 millions d'euros en 2020 (29,1 % du chiffre d'affaires).

L'EBITDA courant s'élève à 66 millions d'euros représentant 15,4 % du chiffre d'affaires contre 13 millions d'euros en 2020 (4,4 % du chiffre d'affaires).

m€	T4 2021	T4 2020	2021	2020
Chiffre d'affaires	118,5	70,3	429,5	305,1
Variation 2021 vs 2020	+68,5 %		+40,8 %	
Effet prix	+48,1 %		+21,8 %	
Effet volume	+20,4 %		+19,0 %	
Marge brute	47,0	24,4	155,3	88,6
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	39,6 %	34,7 %	36,2 %	29,1 %
EBITDA courant	23,4	5,8	66,2	13,4
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	19,7 %	8,2 %	15,4 %	4,4 %
Résultat Opérationnel Courant	22,2	4,5	59,4	5,4
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	18,7 %	6,4 %	13,8 %	1,8 %

STAPPERT

La division est spécialisée dans la distribution de produits longs inoxydables principalement en Europe. Elle réalise 41 % de ses ventes en Allemagne, 1^{er} marché européen.

En 2021, la division a renforcé son positionnement sur ses marchés et amélioré sa performance opérationnelle dans l'Ouest de l'Europe. La division entend poursuivre ses investissements, notamment en Allemagne, Pologne et Angleterre.

Le chiffre d'affaires s'établit à 611 millions d'euros contre 427 millions d'euros en 2020 soit une évolution de +43,2 % (T4 +55,8 %) :

- volumes : +19,9 % (T4 +10,4 %). Les volumes distribués en 2021 sont supérieurs de +13,3 % à ceux de 2019 ;
- prix : +23,3 % (T4 +45,4 % vs T4.20 et +6,5 % vs T3.21).

La marge brute s'élève à 129 millions d'euros et représente 21 % du chiffre d'affaires contre 88 millions d'euros en 2020 (20,7 % du chiffre d'affaires).

L'EBITDA courant s'élève à 42 millions d'euros représentant 6,8 % du chiffre d'affaires contre 17 millions d'euros en 2020 (4 % du chiffre d'affaires).

m€	T4 2021	T4 2020	2021	2020
Chiffre d'affaires	151,6	97,3	611,1	426,8
Variation 2021 vs 2020	+55,8 %		+43,2 %	
Effet prix	+45,4 %		+23,3 %	
Effet volume	+10,4 %		+19,9 %	
Marge brute	30,5	22,6	128,6	88,4
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	20,1 %	23,2 %	21,0 %	20,7 %
EBITDA courant	9,4	4,9	41,5	17,2
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	6,2 %	5,1 %	6,8 %	4,0 %
Résultat Opérationnel Courant	9,1	5,3	40,3	15,0
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	6,0 %	5,5 %	6,6 %	3,5 %

IMS group

La division est spécialisée dans la distribution d'aciers pour la mécanique le plus souvent sous forme de produits longs. Elle réalise 47 % de ses ventes en Allemagne, 1^{er} marché européen.

En 2021, la division a bénéficié des conditions de marché favorables et des mesures initiées en 2020 visant à réduire les coûts et redynamiser son activité, particulièrement en Allemagne. La division, qui a ouvert en 2021 un nouveau centre de distribution en France, poursuivra ses investissements notamment en Allemagne, Italie, France et Pologne.

Le chiffre d'affaires s'établit à 945 millions d'euros contre 645 millions d'euros en 2020 soit une évolution de +46,6 % (T4 +62,2 %) :

- volumes : +21,8 % (T4 +14,4 %). Les volumes distribués en 2021 sont équivalents à ceux de 2019 ;
- prix : +24,8 % (T4 +47,8 % vs T4.20 et +6,9 % vs T3.21).

La marge brute s'élève à 242 millions d'euros et représente 25,6 % du chiffre d'affaires contre 151 millions d'euros en 2020 (23,4 % du chiffre d'affaires).

L'EBITDA courant s'élève à 68 millions d'euros représentant 7,2 % du chiffre d'affaires contre 8 millions d'euros en 2020 (1,2 % du chiffre d'affaires).

m€	T4 2021	T4 2020	2021	2020
Chiffre d'affaires	260,7	160,7	944,9	644,5
Variation 2021 vs 2020	+62,2 %		+46,6 %	
Effet prix	+47,8 %		+24,8 %	
Effet volume	+14,4 %		+21,8 %	
Marge brute	59,6	46,0	241,8	150,5
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	22,8 %	28,6 %	25,6 %	23,4 %
EBITDA courant	15,9	12,6	67,6	7,9
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	6,1 %	7,8 %	7,2 %	1,2 %
Résultat Opérationnel Courant	23,6	13,8	68,3	1,3
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	9,0 %	8,6 %	7,2 %	0,2 %

3 Situation financière consolidée

Bilan simplifié

Le bilan simplifié ci-dessous présente la situation financière de l'ensemble consolidé du Groupe au 31 décembre 2021 et au 31 décembre 2020.

m€	31.12.21	31.12.20
Écarts d'acquisition	66	66
Actif immobilisé net	168	154
Droits d'utilisation	63	70
Stocks nets	588	368
Clients nets	209	135
Autres actifs	121	91
Trésorerie	246	333
Total Actif	1 460	1 217
Capitaux propres	495	373
Provisions (y.c provisions pour engagements sociaux)	101	96
Fournisseurs	277	171
Dettes financières	417	439
Autres passifs	104	64
Obligations locatives	67	73
Total Passif	1 460	1 217

Besoin en fonds de roulement

Le Besoin en Fonds de Roulement opérationnel augmente à 520 millions (26,4 % du chiffre d'affaires) contre 332 millions d'euros fin 2020 (24,3 % du chiffre d'affaires), en raison de la hausse des stocks (588 millions d'euros contre 368 millions d'euros fin 2020). Cette hausse se poursuivra dans les prochains mois.

m€	31.12.21	31.12.20	Variations
Stocks nets	588	368	+220
<i>Nombre de jours de vente ¹</i>	<i>185</i>	<i>156</i>	
Clients nets	209	135	+73
<i>Nombre de jours de vente</i>	<i>42</i>	<i>44</i>	
Fournisseurs	(277)	(171)	-106
<i>Nombre de jours d'achats</i>	<i>46</i>	<i>65</i>	
BFR opérationnel net	520	332	+188
<i>en % du chiffre d'affaires ¹</i>	<i>26,4 %</i>	<i>24,3 %</i>	
Autres créances / dettes hors impôts et éléments financiers	(37)	(30)	
BFR hors impôts et éléments financiers	483	302	+181
Autres et variations de périmètre		5	
BFR avant impôts et éléments financiers retraité des autres variations	483	307	+175
<i>en % du chiffre d'affaires ¹</i>	<i>24,5 %</i>	<i>22,5 %</i>	

¹ 12 mois glissants

L'augmentation du délai de stockage (+29 jours) s'explique principalement par le besoin de répondre à une demande clients bien orientée dans un contexte d'allongement des délais de production et de réception de la matière (notamment généré par des perturbations dans les chaînes logistiques mondiales).

La baisse du délai de règlement fournisseurs (-19 jours) est en partie liée à la mise en place de paiements accélérés contre escompte en Allemagne (skonto).

Provisions pour risques et charges et engagements sociaux

Les provisions pour risques et charges et engagements sociaux s'établissent à 101 millions d'euros au 31 décembre 2021 contre 96 millions d'euros fin 2020. Elles sont composées de :

- provisions pour engagements sociaux (55 millions d'euros fin 2021 contre 60 millions d'euros fin 2020) qui correspondent à des engagements de retraite pour l'essentiel ;
- provisions courantes et non courantes (46 millions d'euros fin 2021 contre 36 millions d'euros fin 2020) principalement liées à des coûts de réorganisation, un risque de taxation rétroactive de certaines importations et des engagements contractuels (remise en état de site, etc.).

Endettement net

L'endettement net du Groupe au 31 décembre 2021 est de 171 millions d'euros pour des capitaux propres de 495 millions d'euros soit un ratio d'endettement net (gearing) de 35 % (28 % au 31 décembre 2020).

m€	31.12.21	31.12.20
Dettes financières	416,8	438,9
Trésorerie et équivalent de trésorerie	245,7	333,1
Dettes nettes	171,1	105,8
<i>Gearing (Dettes nettes / Capitaux propres)</i>	<i>34,6 %</i>	<i>28,3 %</i>

Financements

Au 31 décembre 2021, le Groupe dispose de 704 millions d'euros de lignes de crédits utilisées à hauteur de 59 % :

m€	Autorisés au 31.12.21	Utilisés au 31.12.21	% utilisation	Échéances			
				2022	2023-2024	2025-2026	2027 et au delà
Crédit syndiqué revolving 2024	125	-	0 %	-	-	-	-
Schuldsheindarlehen 2024-2025	70	70	100 %	-	36	34	-
Schuldsheindarlehen 2026	150	150	100 %	-	-	150	-
Crédits amortissables	83	83	100 %	23	49	7	3
Autres lignes de crédit	94	22	24 %	15	7	-	-
Financements JACQUET METALS SA	523	325	62 %	38	92	191	3
Lignes de crédit opérationnelles multi-objet (lettres de crédit, etc)	126	64	51 %	64	-	-	-
Factoring	31	3	9 %	3	-	-	-
Financements d'actifs (crédits amortissables, etc)	25	25	100 %	5	12	5	3
Financements filiales	181	91	50 %	71	12	5	3
Total	704	417	59 %	110	104	197	6

En plus des financements donnés dans le tableau ci-dessus, le Groupe dispose de 75,8 millions d'euros de lignes de cessions de créances sans recours, utilisées à hauteur de 47,3 millions d'euros au 31 décembre 2021.

Décomposition des dettes financières :

m€	31.12.21	31.12.20
Dettes financières à taux fixe	79,9	83,3
Dettes financières à taux variable	336,9	355,6
Dettes financières	416,8	438,9

La dette à taux variable est couverte à hauteur de 43 %, au moyen de 145 millions d'euros de contrat de couverture de taux se décomposant ainsi :

- des contrats de " swap " pour 105 millions d'euros d'une durée de 5 ans et à échéances comprises entre 2022 et 2024 ;
- des contrats de " cap " pour 40 millions d'euros et à échéance 2024.

Les obligations associées aux financements concernent principalement le crédit syndiqué revolving et les placements privés de droit allemand (Schuldscheindarlehen ou SSD) contractés par JACQUET METALS SA. Ces obligations correspondent essentiellement à des engagements à respecter au niveau du Groupe.

Au 31 décembre 2021, les obligations associées aux financements sont respectées.

	Crédit syndiqué revolving 2024	Schuldscheindarlehen 2024-2025	Schuldscheindarlehen 2026
Date de signature	juin 2019	décembre 2019	juillet 2021
Date d'échéance	juin 2024	décembre 2024 pour la tranche 1 de 36 millions d'euros et janvier 2025 pour la tranche 2 de 34 millions d'euros	juillet 2026
Montant	125 millions d'euros (non utilisé au 31 décembre 2021)	70 millions d'euros (entièrement utilisé)	150 millions d'euros (entièrement utilisé)
Amortissement	n.a.	<i>in fine</i>	
Garantie	Néant	Néant	
Clause de changement de contrôle	JSA doit détenir au minimum 40 % du capital social et des droits de vote de JACQUET METALS SA	JSA doit détenir au minimum 37 % du capital social et des droits de vote de JACQUET METALS SA	
Principales obligations	- ratio d'endettement net sur capitaux propres (gearing) inférieur à 100 %, ou - levier inférieur à 2	ratio d'endettement net sur capitaux propres (gearing) inférieur à 100 %	

Flux de trésorerie

m€	2021	2020
Capacité d'autofinancement	183	52
Variation du BFR	(175)	88
Flux de trésorerie d'exploitation	8	140
Investissements	(32)	(27)
Cession d'actifs	2	1
Dividendes versés aux actionnaires de JACQUET METALS SA	(9)	(5)
Intérêts versés	(12)	(13)
Autres mouvements	(22)	(27)
Variation de l'endettement net	(65)	69
Endettement net à l'ouverture	106	175
Endettement net à la clôture	171	106

En 2021, le Groupe a généré un flux de trésorerie d'exploitation positif de 8 millions d'euros.

Les investissements se sont élevés à 32 millions d'euros.

Le poste "Autres mouvements" comprend essentiellement des loyers (19 millions d'euros) en application de la norme *IFRS 16 - Contrats de location*.

Après prise en compte des investissements (32 millions d'euros) et du dividende 2020 (9 millions d'euros), l'endettement net s'élève à 171 millions d'euros contre 106 millions d'euros fin 2020.

Événements postérieurs à la clôture

L'exposition du Groupe aux marchés russe, biélorusse et ukrainien est faible, tant pour les approvisionnements que pour les ventes. Il est trop tôt pour estimer les autres conséquences de ce conflit sur l'activité du Groupe.



JACQUET METALS est un leader européen de la distribution d'aciers spéciaux.
Le Groupe développe et exploite un portefeuille de trois marques :

JACQUET tôles quarto inox - **STAPPERT** produits longs inox - **IMS group** aciers pour la mécanique

Avec un effectif de 2 951 collaborateurs, JACQUET METALS dispose d'un réseau de
105 centres de distribution dans 24 pays en Europe, Asie et Amérique du Nord.

JACQUET METALS : Thierry Philippe - Directeur Général Finance - comfi@jacquetmetals.com
NEWCAP : Emmanuel Huynh - T +33 1 44 71 94 94 - jacquetmetals@newcap.eu

